

T2137-635-10

ISSN 0026-9433

**DOSSIER SPÉCIAL CONGRÈS
DE L'INTERNATIONALE DES
FÉDÉRATIONS ANARCHISTES**

organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°635 JEUDI 30 OCTOBRE 1986 10,00 F

monde **Libertaire**

EXPULSIONS L'ESCALADE DU TERRORISME LÉGAL



GRÈVES

La journée du 21, entre
division et mobilisation,
une tentative de bilan...
PAGE 4

RÉFRACTAIRES

Pour les objecteurs,
insoumis ou non,
toujours la répression !
PAGE 6

ISRAËL

Du retour à la « terre
promise » à la construction
d'un Etat.
PAGE 7

F°P. 2520

Expulsions l'escalade !

SUITE à l'introduction le 9 septembre dernier de deux lois relatives aux conditions d'entrée et de séjour des résidents étrangers, ainsi qu'à la lutte antiterroriste, le gouvernement a décidé de mettre en pratique ces nouvelles dispositions légales qui permettent à la police de faire place nette sur le trottoir parisien.

Le droit du plus fort

Il faut savoir être pragmatique. Les camps de rétention, ouverts par les socialistes lorsqu'ils étaient au pouvoir, débordent d'immigrés en attente de jugement ou d'expulsion. Qu'à cela ne tienne, on va affréter un charter direction Bamako.

Il est intéressant de noter le souci de légalité qui a présidé à ces expulsions : la décision de substituer l'autorité administrative à l'autorité judiciaire permet en effet d'expulser à tour de bras, sans se soucier des irrégularités dont sont entachées ces mesures politiques. Une fois de plus, le « droit » couvre les exactions des gouvernants.

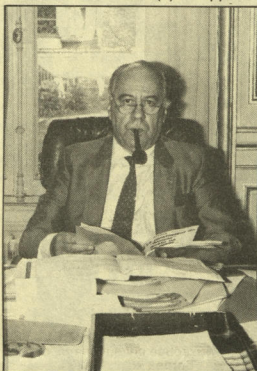
Cela montre bien l'urgence nécessaire de se battre à la fois contre cette justice qui ne peut par essence que légitimer les intérêts des plus puissants et contre les scélérats qui, non contents d'imposer leur loi au plus grand nombre, ne respectent pas les règles qu'ils avaient eux-mêmes fixées au préalable.

La semaine dernière se sont donc tenus plusieurs rassemblements en soutien aux expulsés maliens et aux expulsables algé-

riens. Le M.R.A.P. appelait au premier place de la République, jeudi 23 octobre, soutenu par une quarantaine d'associations d'immigrés et d'organisations politiques. Environ 1 500 personnes ont répondu à cet appel où plusieurs prises de parole ont eu lieu dans la confusion la plus totale. Cela s'est terminé par une tentative (habituelle) de récupération par la L.C.R. dont les militants ont fini par entonner *L'Internationale*, couvrant ainsi les intervenants...

Pandraud, le peuple aura ta peau...

Un autre rassemblement au Trocadéro a réuni samedi 25 plusieurs milliers de personnes afin de faire fléchir le gouvernement sur sa décision d'expulser treize militants algériens, la plupart membres du M.D.A. (1) en opposi-



tion avec le régime actuel. Ces militants ben-bellistes, sous couvert d'une enquête de la nouvelle section antiterroriste du Parquet de Paris, étaient accusés de se livrer à des « activités terroristes » sur le territoire français.

Hélas ! pour le sieur Pandraud, les perquisitions à leurs domiciles n'ont pas donné les résultats escomptés... Hormis quelques munitions et tampons administratifs, les preuves étaient bien minces pour expulser ces opposants qui résident pour certains depuis bientôt trente ans en France, avec leur famille, ont des emplois fixes et des papiers d'identité en bonne et due forme. Après une semaine de bataille juridique entre leurs avocats et le tribunal de Paris, ces derniers ont été libérés dans la matinée de dimanche, les autorités judiciaires ne pouvant les maintenir en détention plus de six jours.

Le gouvernement français a voulu par cette tentative d'expulsion, commanditée par Alger, aider celui-ci à décapiter un mouvement d'opposition au régime dans une période où la situation politique et sociale algérienne devient de plus en plus préoccupante. Toute tentative d'opposition sur le territoire est sévèrement réprimée. La police algérienne aurait un beau jeu d'accueillir un charter d'expulsés...

Treize personnes ont ainsi failli faire les frais d'une politique diplomatique qui, bien sûr, ne fait que servir les hauts intérêts de l'Etat. Lorsque les magouilles gouvernementales sont mises à jour, il faut bien invoquer une raison supérieure.

CHRISTOPHE (Gr. Berneri)

(1) M.D.A. : Mouvement pour la démocratie en Algérie, créé par Ahmed Ben Bella, pro-islamique et militant pour le multipartisme en Algérie.

Editorial

IL y a deux catégories de crapules. Les franches crapules, évidentes, éclatantes, épanouies, celle où c'est écrit dessus, le genre Pasqua-Pandraud un peu. Et puis les autres, les chafouines, les sournoises : celles avec qui ont fait pas-un-bout-de-route-ensemble, mais on est quand même rassurés qu'elles existent, du genre « Nouvel-Observateur ». Sinistre torchon de gauche qui vient de donner la liste des cinquante Français les plus riches et qui se permet de titrer un article : « Expulsions... la mauvaise manière ».

Au-delà de la délation patente et anecdotique de ce genre d'exploit journalistique, il s'agit bien là de l'illustration des mentalités ambiantes par ces temps de libéralisme avancé et même très, très, avancé. On veut se fâcher avec personne et surtout ne plus avoir honte de gagner de l'argent. Le « Nouvel-Obs » (comme ils disent) est un journal qui pue, le maillot jaune de la mauvaise foi, la quintessence du sordide.

A l'heure où le chômage n'est plus un phénomène social, où les immigrés sont dans le colimateur, ce genre de publication n'a pas d'autres buts que d'entretenir la paix sociale et éviter de voir dégénérer les conflits sociaux malheureusement trop rares. Alors devinez qui est premier au hit-parade de la connerie triomphante (notre beau patrimoine !) ? Tout concourt désormais au musellement social et culturel. Tout est fatal. C'est la crise.

Pendant ce temps, la réaction parade et distribue quelques piécettes olympiques, visite les colonies d'outre-mer. Elle s'apprêtait même à expulser des ressortissants d'un ancien département d'Afrique du Nord, gros producteur de gaz. Toutes ces « libéralités anesthésiant le mouvement social et toute déviance peut à tout moment devenir un crime contre la Patrie. Big Brother a maintenant deux ans et les libertaires ne veulent pas souffler les bougies.

Communiqué

La Fédération anarchiste proteste violemment contre l'expulsion de cent un Maliens, procédure totalement arbitraire, survenue le samedi 18 octobre 1986. Cette procédure, qui frappe également une vingtaine d'Algériens actuellement en rétention administrative, s'inscrit dans le cadre légal mis en place par le gouvernement Chirac à des fins sécuritaires.

Cette événement nous conforte dans notre résolution à combattre fermement les lois sécuritaires votées le 9 septembre dernier. La Fédération anarchiste réaffirme le droit fondamental à la libre circulation des hommes et des idées et s'insurge contre toute tentative de criminalisation d'une quelconque catégorie de la population.

Fédération anarchiste

La traite des Noirs

INCONTESTABLEMENT Pasqua est un beau. Le comité de soutien aux Jeunes Arabes de Lyon et de sa banlieue (J.A.L.B.) de Lille s'était d'ailleurs exprimé de l'expulser à la frontière belge le 19 juillet, selon les bonnes vieilles traditions du carnaval. En revanche, Chirac est un subtil filou. Pourquoi joue-t-il la carte de la nullité ? Peut-être pense-t-il que les cervelles des électeurs se sont transformées en gélatine devant la peur du chômage ?

Hissez les couleurs !

Il faudrait établir une liste de toutes les bourdes cyniques du gouvernement depuis mars. Evidemment, avec une idéologie puisée dans les lincolns de Guizot et de Thiers, il ne fallait pas s'attendre à des merveilles. Des coups de semonce avaient déjà été portés par la canonniers « France toujours » aux portes de ses colonies. Chirac avait cru bon de créer l'incident avec les « Viets » en se déclarant solidaire du Conseil national de la résistance composé à 90% de... Khmers rouges ! Evoquons aussi la mise en liberté des chasseurs de Kanaks, la livraison des mojahedins à l'Iran islamiste, et son contraire, celle des benbellistes islamistes à l'Algérie qui conseille la libération d'Abdallah !

Avec l'affaire malienne, c'est

encore la « déchirure » pour Malhuret. Pasqua ne voit pas le problème : il exécute la loi, c'est le rôle d'un sinistre. Mais, le malaise existe puisqu'il invoque l'amalgame immigré/délinquant pour justifier l'expulsion de 101 personnes, alors qu'il ne s'agissait que de papiers irréguliers. Et le roitelet Traore, qui, avec des barbouzes français et des armes soviétiques, avait attaqué le Burkina-Fasso l'hiver dernier, trépigne devant ces manques d'égards pour ses ressortissants et donc pour lui. Qu'il se rassure, Mitterrand va lui apporter de la verroterie en novembre.

L'appel du large

Traore pourra même garder les chaînes pour les bagnes du désert. Car l'esclavage est devenu bon marché. Il suffit d'un voyage Franco-comptoirs africains au lieu des lourdeurs du commerce triangulaire. De la campagne malienne, qui d'ailleurs risque de disparaître bientôt sous les sables du Sahel et sous les nuées de sauterelles, le paysan s'entasse dans les bidonvilles de Bamako, et rêve d'une autre planète en voyant les avions dans le ciel d'azur desquels sortent des Blancs aux poches pleines.

Quand notre ami arrive dans la cave de Belleville pour faire des petits boulots au... noir. Les beaufs

le regardent de haut : « Quelle honte ! ». Sous-entendu : d'être pauvre et étranger. L'être méprisé intègre cette honte et gomme sa personnalité tout simplement pour avoir l'impression d'exister socialement. Pourtant, fort peu d'Etats connaissent le racisme institutionnalisé.

Une volonté politique puissante peut seule imposer le summum de l'irrationnel social, le racisme, le pouvoir né de l'apparence biologique, à une machine bureaucratique rationnelle inhumaine. L'application d'une loi est toujours aléatoire : un tiers des entreprises de moins de 50 salariés n'ont pas de délégué syndical, or la loi du 27 décembre 1968 autorise leur création ; sont-ce les salariés ou les patrons qui ne voient pas la nécessité d'un syndicat ?

L'Etat-éléphant écrase la tribu

L'apartheid et l'esclavage furent des procédés étatiques d'utilisation du racisme à des fins économiques. L'oppression raciste des nationalités, comme les Palestiniens, est induite par une inadéquation territoire-nation.

Le yiddishland était la seule nation qui ne revendiquait pas de territoire, malgré quelques groupes sionistes, mais simplement le droit d'exister en paix, voire le socialisme. C'est pour cela qu'Hitler l'a détruit. Or le XX^e siècle voit se multiplier les diasporas. Renvoyer les Indochinois, c'est impossible politiquement, alors les ghettos s'édifient. En revanche, Traore n'est qu'un vassal pour nos gouvernants et médiatiquement, il est possible,

voire conseillé, de disloquer les communautés africaines de France. Mais c'est leur culture qui est visée, car nous sommes (espérons-le !) loin du pogrom et du génocide.

Les sociaux bon teint, toujours agrippés aux jupes du Moloch étatique, réclament l'application... de la loi sur les expulsions votée par la droite ! Loi qui justement transforme le fic en juge. Ne nous étonnons de rien : les centres de rétention, doux euphémisme, ont été ouverts par la gauche. Alors n'allons pas crier au scandale pour réclamer le retour de la vieille procédure : le camp avant l'avion ! Nous ne retiendrons que deux mots d'ordre clairs : droit à la défense pour tous, Français et immigrés ; non aux expulsions !

Xavier Merville



FONCTIONNAIRES

Serait-ce le réveil ?

SUCCÈS ou échec ? Selon sa sensibilité, la presse relate diversement le résultat de la journée de grève dans la fonction publique le 21 octobre. Il est vrai que, malgré une forte participation à la grève à E.D.F., il n'y a pratiquement pas eu de coupures de courants, que la R.A.T.P. a été très peu affectée, au contraire de la S.N.C.F., puisque la plupart des syndicats n'appelaient qu'à des débrayages d'une heure dans la journée.

Un succès... quand même !

Il est ainsi curieux d'observer que la grande presse, si prompt à dénoncer les syndicats qui « prennent les usagers en otage » lorsque la grève entraîne l'arrêt complet de ces services, n'est pas capable de reconnaître le succès d'une grève si elle ne s'accompagne pas de traditions bouchons gigantesques dans Paris et des coupures de courant.

Il est pourtant vraisemblable que les syndicats avaient mesuré l'impact négatif sur l'opinion des précédentes grèves notamment à la R.A.T.P. et qu'ils avaient choisi d'autres formes d'action. Et puis soyons logique : quel syndicat penserait assurer le succès de sa manifestation parisienne après avoir paralysé la R.A.T.P. ?

Dans les autres secteurs, la mobilisation n'a pas été moindre : 75% à 90% de grévistes dans l'enseignement, de 50 à 90% aux impôts. Aux P.T.T., l'administration avoue des chiffres supérieures à ceux de la précédente grève du 17 juin : peu de guichets ouverts, une distribution du courrier très perturbée (50 à 60% de grévistes à Paris, moins en province). Est-ce là ce qu'on peut appeler un échec, compte tenu des difficultés de mobilisation rencontrées

dans la période passée ? C'est vrai, aucun mouvement de grève n'avait affecté la fonction publique avec une telle ampleur depuis 1977. Le fait mérite tout de même d'être souligné, il est important pour la suite des événements.

La désunion toujours

Bien sûr, les manifestations n'ont sans doute pas rencontré l'écho souhaité : quelques milliers dans chaque cortège, celui de la C.G.T. dépassant largement les autres, renforcé d'ailleurs par la présence traditionnelle des communaux de la banlieue et de quelques délégations du secteur privé ; tandis que F.O. avait fait monter la province pour grossir ses troupes. Mais pourquoi diable ! s'obstinent-ils à défilier séparément ?

Que la C.G.T. se soit maintenue dans son isolement, ce n'était là que pure logique dans la mesure où elle s'était ralliée sur le tard à la journée convergente du 21. Mais les autres qui s'étaient mis d'accord pour un appel à la grève ensemble depuis longtemps ? En fait chacun s'est renvoyé la balle, la F.E.N. n'acceptant d'unité qu'avec au minimum deux autres confédérations, tandis que F.O. refusait de s'associer à la C.F.D.T. sans la présence de la C.G.T., laquelle refusait obstinément d'en discuter. La C.F.D.T. ne voulait pas non plus se rallier à un seul cortège et décidait enfin d'imiter les autres.

Il est quand même bon de rappeler que de nombreuses manifestations unitaires ont eu lieu en province, même dans de grandes villes où le petit nombre de manifestants n'était pas le seul stimulant unitaire. On a pu ainsi constater que là où la F.E.N. est dominée par le courant « Unité et Action », elle s'est réfugiée dans l'isolement (c'est le cas de Paris) quand elle n'a pas tout

simplement manifesté avec la C.G.T.

Il est indéniable que cette désunion n'est pas de nature à entraîner un plus grand nombre de travail-

leurs dans la grève ni dans les manifestations. Mais on ne peut pas non plus se contenter de répéter que l'unité des syndicats est la condition indispensable à une réussite d'un

grand mouvement, sinon on risque de l'attendre longtemps.

La désunion n'est pas factice, elle correspond à des visions bien différentes du syndicalisme et le problème n'est sans doute pas près de se résoudre, du moins au sommet. Témoignage l'annonce, le jour de la grève, de la signature par la C.F.D.T., puis par F.O. et la C.F.T.C., d'un accord avec le C.N.P.F. sur les licenciements économiques qui fait bénéficier les licenciés des petites entreprises des mêmes « avantages » (prétraite, F.N.E., congés de conversion) que les salariés des grandes entreprises en échange de la disparition de garanties importantes, notamment le contrôle préalable de l'inspection du travail. La C.G.T. pouvait à bon droit les traiter de « capitulards » et annoncer à grands cris que l'unité ne pouvait pas être possible avec des syndicats capables de coups pareils...

Ce n'est (peut-être) qu'un début...

De Charette peut bien fanfaronner à la tribune de l'Assemblée nationale, sa politique vient de faire l'objet d'un désaveu formel de la part des personnels de la fonction publique. Certes le 21 octobre ne saurait suffire à le faire céder en quoi que ce soit et il prépare tranquillement de nouveaux coups durs comme l'introduction de l'avancement au mérite qui remet en cause l'un des piliers du statut des fonctionnaires, l'avancement à l'ancienneté.

Il n'est pas certain que les syndicats soient capables de relever le gant. Le 21 octobre ne peut être qu'un point de départ d'un redémarrage de l'agitation syndicale, sinon il n'aura été qu'un coup d'épée dans l'eau.

LEGRAND



R.A.T.P.

Grogne en sourdine

ON s'en doutait un peu que ce ne serait pas la Sociale... Et lorsque les diverses confédérations ont appelé à la grève le mardi 21 octobre, tous les éléments étaient réunis depuis longtemps pour faire de ce mouvement une journée consa-

crant avec éclat l'extrême division des forces syndicales.

A la R.A.T.P., c'est donc pour la défense du service public que, bon an mal an, F.O., les autonomes, la C.F.D.T., la C.F.T.C., ainsi que les fachos de service à la solde du « syndicat » indépendant ont appelé l'ensemble du personnel à faire grève. Un tract « unitaire » demandait le renforcement de l'action et dénonçait la volonté d'isolement de la C.G.T.

Pour cette dernière, en effet, la journée d'action du 30 septembre sur le même thème ayant été un véritable échec dans l'entreprise, il était dorénavant nécessaire de rejoindre le gros de la troupe en ayant soin de « raccrocher les wagons » avec le maximum de discrétion. Et afin qu'aucune velléité d'action unitaire ne vienne troubler la « grande journée de lutte », on en soigna de défilé sur le pavé parisien en ordre dispersé.

A la régie, la fièvre de la mobilisation n'a heureusement pas donné lieu aux regrettables débordements que l'on peut toujours craindre lorsque, avec un taux de syndicalisation ridiculement faible, on lance les masses laborieuses sur le chemin de la lutte de classe.

A vrai dire, avec un autobus sur deux « en circulation » et de 50 à 85% de rames de métro en service, la participation à l'action n'a pas donné ce que certains espéraient. Dans les ateliers et les dépôts, c'est encore une faible participation au mouvement qui caractérise le plus cette journée. Quant aux services administratifs, l'heure n'ayant jamais été à la contestation, il aurait fallu plus d'un discours pour que les travailleurs abandonnent leur douce quiétude et consentent à quitter leurs locaux excellentement chauffés afin d'aller gesticuler sur les boulevards de la capitale pleins de courants d'air !

Pourtant l'inquiétude d'une partie du personnel ne fait que croître de jour en jour. En effet, depuis quinze ans, l'entreprise procède à la mise en place d'un vaste programme de modernisation. Les compressions de personnel, les restructurations de nombreux services battent leur plein. L'application de nouvelles technologies et la recherche systématique d'une plus grande productivité ne va pas sans poser de nombreux problèmes, et les conditions de travail en

prennent bien souvent un sérieux coup !

Dans le même temps, l'abandon au secteur privé d'une partie de l'entretien du matériel roulant du réseau ferré pose brusquement le problème du maintien de certaines activités jusqu'à ce jour assurées par la régie. Bref, qu'il s'agisse du pouvoir d'achat, de l'avenir de l'entreprise en tant que service public, des restructurations, des effectifs et du fameux statut du personnel, tout cela devrait inciter le personnel à la mobilisation et à la vigilance.

A contrario, il est vrai que le spectacle affligeant d'organisations syndicales se déchirant entre elles ne fait qu'enfoncer le clou de la division et du renoncement. Tout cela n'est pas, loin s'en faut, mobilisateur. Et lorsque pour mener l'offensive contre le patronat, les Bergeron, Krasucki, Maire et consorts s'agitent sur le devant de l'estrade syndicale, la clameur de leurs « *aficionados* » de service ne peut faire illusion très longtemps.

A trop vouloir conforter le système, à trop vouloir justifier l'intolérable, il est des renoncements qui ont toujours poussé le monde du travail à rompre la fatalité. Et puisqu'il s'agit encore de faire valoir la Justice et la Liberté, bien des titres et diplômés confédéraux risquent d'être emportés dans la tourmente.

RÉGIS

en bref...en bref...

• Christophe Pottier, militant de la Fédération anarchiste, est passé en procès le 21 octobre devant la 5^e chambre correctionnelle (spécialisée en matière militaire) pour insoumission au service civil. Le procureur a demandé 6 mois de prison ferme accompagnés de 5 ans de privation des droits civiques. Le verdict est reporté au 18 novembre. Affaire à suivre...

• Le cinquième numéro de « On a faim ! » est sorti. Au sommaire : taules, Rebel matin, Front news, Graffiti, interviews Visa, The Brigades, Die Bumber, etc. Ce numéro est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F. Pour tout contact : « On a faim ! », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.



« J'ai mal à ma C.G.T. ! »

LYCÉES DE ROUEN Pas d'armée...

MARDI 21 octobre. Rouen. Grève de la fonction publique. Alors que la plupart des militants syndicalistes semblent mal assumer le fait qu'il y ait deux cortèges syndicaux, une centaine de mètres derrière les manifestants de la fonction publique, un cortège formé d'un millier de lycéens semble « avoir la pêche ». Ils en sont à leur cinquième jour de grève et de manif, et la pluie ne semble pas avoir trop fait déteindre leur enthousiasme.

On disait les jeunes démobilisés, ne s'occupant que de leur « look »... Quelle erreur ! effectivement, dans ce cortège, il y avait toutes les tribus représentées, des cheveux en pétard aux crânes quasi rasés, des badges de Renaud qui croisaient ceux de Bérurier Noir ou la petite main de S.O.S.-Racisme, mais tous semblaient véritablement concernés, impliqués, l'une d'entre eux allant même jusqu'à dire : « De toute façon, si le mouvement rate, ça nous aura appris plein de choses, pour plus tard quand on travaillera, pour lutter... si jamais on a du boulot. »

Le mouvement est né jeudi 16 octobre, au lycée technique Marcel-Sembat. Un ras-le-bol par rapport à tout un tas de choses qui s'accumulent : les classes surchargées, la discipline plus dure, les machines sur lesquelles on doit apprendre un métier qui ne marchent plus, etc. La grève décidée, votée, les lycéens veulent rallier les autres lycées de Rouen qui, à l'exception du lycée Corneille fréquenté par des enfants ultra favorisés, se mettent en grève.

Le jeudi après-midi, ils se retrouvent à 1 000 devant le rectorat, les revendications se font plus précises et vont de la demande d'augmentation du personnel de service et de profs jusqu'au « pas d'armée dans les lycées », suite au projet de Chalandon qui entraînera la présence d'un militaire dans chaque lycée pour surveiller les lycéens (voir interview). Le vendredi, ils sont plus de 2 500 dans les rues ; le mardi 21, après la manifestation du matin derrière les syndicats, ils sont plus de 3 000 dans les rues de Rouen... et ce n'est pas fini.

Pendant ces journées d'actions, les lycéens font l'apprentissage des assemblées générales, de leur prise en main, de leur auto-organisation (création de services d'ordre, de structures pour l'informations...), de la coordination avec les autres lycées, etc. Et c'est très bien ! On sent, d'autre part, une volonté importante de ne pas être récupéré par un quelconque mouvement politique. Les problèmes soulevés par les lycéens ne sont pas locaux et touchent l'ensemble des lycées du territoire, il ne reste qu'à souhaiter que les lycéens rouennais fassent école et que le mouvement touche tous les lycées.

J.-P. L.



INTERVIEW DE LYCÉENS ROUENNAIS Détermination et lucidité

— Le « Monde libertaire » : Pourquoi êtes-vous en grève ?

— Il y a beaucoup de raisons, d'une part parce qu'il y a un manque de fric dans l'éducation, le matériel est complètement « zone » (sic), ne marche pas, même les profs n'arrivent pas à le faire marcher... Il y a les V.S.L. (volontaires à service long) qui risquent d'être envoyés dans les bahuts pour dépister les drogués, les maladies sexuellement transmissibles, les alcooliques...

— Les V.S.L., ce sont des militaires engagés pour 18 mois d'armée, qui seront envoyés dans les lycées en remplacement de pions, et ils nous surveilleront ; c'est l'entrée encore plus directe de l'armée à l'école.

— M.L. : C'est surtout à cause de cela que vous vous en prenez à l'armée dans vos slogans ?

— Oui... il y a aussi les profs qui sont tenus d'envoyer directement les lycéens soupçonnés de se droguer auprès d'un médecin, pour qu'ils subissent une prise de sang. — Et puis, le plus important c'est de réussir notre bac dans de meilleures conditions. Ils se plaignent qu'il y a beaucoup d'échecs au bac, mais il faut voir le manque de matériel et les classes surchargées.

— Dans les L.E.P. (lycée d'enseignement professionnel), les élèves travaillent sur des machines complètement dépassées qu'ils ne trouveront même plus dans la vie active.

— Dans certains L.E.P., du fait du manque de crédit, les élèves sont obligés d'acheter leur propre boîte à outils, et c'est cher.

— M.L. : Le mouvement est né dans les L.E.P. ?

— Pas directement, mais au lycée technique Marcel-Sembat et puis, après, tous les lycées de la rive gauche... et enfin tous les autres.

— M.L. : Que faites-vous dans les lycées en grève, entre deux manifestations ?

— On a fait des assemblées géné-

rales, au cours desquelles des délégués sont élus, ensuite il y a une coordination de tous les lycées de Rouen pour voir ce qu'on peut faire.

— Au lycée des Bruyères, on a fait une assemblée générale dans la cour, avec affiches et mégaphone, et on est passé dans les classes pour que les élèves qui voulaient nous suivre viennent.

— M.L. : Quelle est l'attitude des profs ?

— Cela dépend des profs, il y en a qui nous claquaient la porte au nez, d'autres qui nous laissaient parler...

— Il y a des profs qui ont profité que nous étions en grève pour organiser des contrôles comptant pour le bac, comme ça ils empêchaient les élèves de participer au mouvement.

— Il y a eu des sanctions contre les secondes, parce que c'est plus facile de s'en prendre à eux.

— Dans les L.E.P. Fayolle et Reine-Mathilde (certainement les plus vétustes de l'agglomération rouennaise), il y a vingt personnes qui ont été renvoyées définitivement à cause de leur participation à la grève. Ils n'ont plus qu'à se réinscrire l'année prochaine.

— Les L.E.P. Reine-Mathilde et Fayolle, c'est là où il y a le plus de problèmes : ils n'ont pas de chauffage l'hiver... et là, la plupart des profs les soutiennent.

— Alors demain, on va débarquer là-bas, faire une manif devant ces L.E.P. pour parler avec le proviseur et pour obtenir la levée des sanctions prises contre les élèves.

— M.L. : Vous comptez faire grève jusqu'à quand ?

— Grève illimitée jusqu'à la levée des sanctions.

— Et on veut discuter avec le recteur pour faire aboutir nos revendications et qu'il y ait des choses qui changent.

— M.L. : Pourquoi avez-vous fait grève aujourd'hui, en même temps que la fonction publique, et

manifesté en même temps qu'eux ?

— Pour les soutenir...

— Et parce que nos revendications rejoignent celles des profs, du genre : trop d'élèves par classe et manque de profs.

— On a décidé de faire grève en même temps qu'eux, mais dans un cortège distinct parce que premièrement on n'est pas syndiqués et, deuxièmement, on veut que ce soit une grève à part, spécifique par rapport aux profs.

— On ne veut pas que notre mouvement soit politisé ou récupéré par les partis politiques.

— Si l'enseignement n'est pas génial, c'est parce qu'on se retrouve à quarante par classe et qu'il y a des profs qui s'en vont et qui ne sont pas remplacés... on supprime des postes.

— L'année prochaine, en seconde, ils risquent d'être quarante à quarante-cinq par classe ; les troisièmes qui sont vingt-cinq par classe, cela va leur faire un choc. C'est pas possible pour les profs de s'occuper de tous les élèves.

— M.L. : Vous êtes-vous donné les moyens pour informer les gens en dehors de Rouen ?

— Avec la coordination, tous les autres bahuts sont vite au courant.

— Il y a les autres lycées de Seine-Maritime qui comment à bouger, ceux d'Elbeuf sont présents aujourd'hui à la manif ; à Dieppe, ils s'y mettent également...

— Et ça commence bouger dans certains lycées à Paris, Marseille, Rennes, etc.

— En fait, c'est un problème national, pas uniquement local.

— M.L. : Après les vacances, cela risque d'être dur de reprendre le mouvement ?

— Certainement, et c'est pour cela que le rectorat fait traîner l'affaire.

(Propos recueillis par J.-P. Levaray et Virginie Benito gr. de Rouen)

La nouvelle réforme de l'université est arrivée !

Le projet de loi Devaquet sur l'enseignement supérieur commence à être discuté au Sénat. Une réforme de plus, dirions-nous ; chaque ministre de l'Education nationale une fois nommé cherche à se faire remarquer par une énième réforme de l'enseignement. Mais cette fois-ci c'est un véritable bouleversement qui nous est promis. Les maîtres mots de cette réforme sont : mandarins, sélection et concurrence.

Tout le pouvoir aux mandarins !

Les mandarins voient leur poids se renforcer dans les différents conseils des universités. Ce projet de loi, inspiré par l'enseignement supérieur américain, met fin au principe de l'égalité de tous les bacheliers devant l'université. Principe tout théorique puisque certaines universités, comme Dauphine, exigeaient des mentions au bac pour pouvoir s'inscrire.

Maintenant cette exception va devenir la règle, chaque année les universités détermineront « les conditions d'accès aux différentes formations en tenant compte des caractéristiques de celles-ci, des aptitudes requises des étudiants et des capacités d'accueil de l'établissement. » La chasse aux mentions « très bien » du bac C est ouverte !

La loi a bien prévu un reclassement pour les étudiants qui n'auraient pas pu s'inscrire, mais certains libéraux envisagent la suppression de cet article. Quant aux chanceux ou aux biens nantis qui auront pu décrocher un

diplôme universitaire, s'ils ne sont pas dans la poignée des facs renommées, ils n'auront bientôt qu'un bout de carton sans aucune valeur. L'entrée des non-bacheliers, une des conquêtes de 68, déjà réduite à la portion congrue par des mesures administratives, n'est même plus prévue dans la loi.

De plus en plus de sélection

La sélection sociale, déjà en grande partie effectuée dans les cycles antérieurs, voit aujourd'hui sa consécration dans l'université. Actuellement 15% et 10% des parents d'étudiants du premier cycle sont respectivement ouvriers et employés.

Après les grandes déclarations lénifiantes de Chevènement, puis de Monory, visant à ce que 70% d'une classe d'âge obtienne le bac, c'est à un véritable verrouillage de l'entrée à l'université auquel on assiste. Le gouvernement n'ayant besoin que d'ouvriers bacheliers, il lui fallait absolument empêcher que tous les bacheliers puissent accéder aux études supérieures.

Une lente riposte se prépare, mais il ne faudra pas compter sur l'opposition réelle des socialistes. Une partie de ceux-ci, dont les amis de J.-P. Chevènement, se retrouvant en accord avec les objectifs de sélection du nouveau gouvernement. Rappelons que l'ancien ministre de l'Education nationale avait vainement tenté d'instaurer un examen entre le D.E.U.G. (sanctionnant deux ans d'études supérieures) et la licence.

En face, Devaquet ayant mécontenté aussi à droite (on se demande bien comment ?), des ultra libéraux regroupés autour de l'U.N.I. (syndicat proche de l'extrême droite) prévoient d'aggraver le projet à Assemblée nationale, en autres sur le reclassement des bacheliers refoulés des universités et sur les droits d'inscription — encore limités par une fourchette autour de 450 F. Révent-ils aux droits d'inscription de plusieurs milliers de francs des universités américaines ?

Un étudiant à Jussieu

ISRAËL, 70 APRÈS J.-C./1947

Du mythe à l'Etat

ISRAËL, au cœur du Proche-Orient, un tout petit pays qui déchaine les passions. Présenté soit comme un pays de rêve, soit comme une sombre dictature, Israël reste une énigme si on n'en connaît pas les composantes, les spécificités et l'histoire.

Le « Monde libertaire » consacrera trois articles à ce pays, à ses rapports avec le monde arabe, à sa politique intérieure. Le premier volet de ce dossier rappelle l'histoire — unique au monde — de la création

AL'ORIGINE d'Israël, il y a l'une des plus vieilles religions du monde ; le judaïsme, né il y a deux mille ans en Palestine. Les Juifs y ont vécu jusqu'en 70 après Jésus-Christ, date de la destruction du temple de Jérusalem par les Turcs. Emigrés dans le monde entier, divisés en deux branches (les ashkénazes, vivant en Europe, et les sépharades, installés en Afrique et dans les pays du Proche-Orient), les juifs ont adapté leurs coutumes à leurs pays d'adoption, se sont plus ou moins intégrés, sans toutefois rompre leurs liens avec la Palestine : durant près d'un millénaire, ils ont

de cet Etat. A l'origine une poignée de juifs, généralement socialistes ou libertaires, ont colonisé la Palestine non pas pour convertir la population, en exporter les richesses ou agrandir un autre Etat, mais pour y tenter l'expérience des kibboutz. Cet embryon d'Etat s'est développé dans un climat d'antisémitisme mondial pour voir le jour, en 1947, après l'holocauste nazi et une guerre sans merci contre l'Angleterre.

La rédaction

promet aux Arabes un Etat indépendant, lorsque la guerre sera gagnée.

Dans le même temps, en Angleterre, le chimiste juif Chaim Weizmann, président du Congrès juif mondial, met au point divers gaz toxiques, ainsi que... le masque à gaz. Par ses infectes trouvailles, il contribue de façon appréciable à l'« effort de guerre ». En remerciement, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Lord Balfour, promet à Weizmann, dans une simple lettre, l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine dès la fin de la guerre. Les observateurs de l'époque trouveront le jeu de mot facile :

ne pourront qu'être louées. Une troisième, à majorité juive, où l'immigration est désormais interdite.

Le drame des « Exodus »

Durant quatre ans, les juifs de Palestine assistent au drame des *Exodus*, ces bateaux emplies de fuyitifs rescapés du nazisme. Refoulés de tous les ports du monde, ils arrivent en Palestine, « foyer national » où les attendent leurs familles, terre du dernier espoir... et les autorités britanniques les renouent à nouveau. Des milliers de juifs mourront de faim ou dans les naufrages.

Face à ce drame, l'attitude des juifs de Palestine change vis-à-vis des Anglais. Les uns croient encore à la négociation, et se contentent de participer activement aux réseaux d'immigration clandestine. Les autres considèrent à présent les Anglais comme les pires ennemis des juifs après les Allemands, et organisent une résistance armée.

Après la guerre, les Anglais entendent continuer leur protectorat comme si de rien n'était. Or, en Europe, les rescapés des

camps de concentration se rendent compte qu'ils ne peuvent plus rester. Ils ont généralement perdu leur famille, leurs biens, ils ont renoncé à être citoyens de pays qui les ont froidement envoyés à la mort. Leur seul but est de partir en Israël. Churchill a d'ailleurs eu à leur propos une phrase assez juste : « s'ils ne veulent plus rester, alors Hitler a vraiment gagné la guerre ».

La lutte finale

Une autre guerre s'est engagée en Palestine : celle des groupes terroristes juifs contre l'armée anglaise : le Stern, l'Irgoun Tsvaï Leoumi et la Hagana, groupes principale-ment issus de l'immigration clandestine, s'attaquent aux Anglais avec une indéniable efficacité : en 1946, tous les ponts de Palestine sautent, ainsi que les radars permettant aux Anglais de contrôler les côtes palestiniennes.

Début 1947, le Stern détruit le siège de l'état-major britannique. Fin 1947, il y a plus de 100 000 soldats britanniques en Palestine, et le terrorisme continue. La Grande-Bretagne se résigne alors à faire appel à l'O.N.U. La commission adopte le projet de Weizmann, qui propose deux Etats : l'un juif, l'autre arabe ; Jérusalem devenant ville internationale. Son adoption suscitera un des débats les plus fous que l'O.N.U. ait connus : cinq jours (du 24 au 29 novembre 1947) de magouilles frénétiques de la part des juifs et des Arabes, cinq jours de suspens au bout desquels la décision est arrêtée. Israël vient de naître. Pas sous les meilleurs auspices, puisque le jour même la Ligue arabe lance un appel — largement suivi — à la guerre sainte.

Israël est né, au terme de cinquante ans de lutte, de deux guerres mondiales et du pire massacre de l'histoire. Israël est né dans des circonstances jamais vues jusqu'alors : des milliers d'individus parlant des langues différentes, issus d'une centaine de pays différents, arrivés là au nom d'une religion venue de la nuit des temps, de hasards tragiques ou de convictions politiques : un peuple qui décide de fonder un Etat et qui s'enlise, très vite, dans une politique militariste, colonialiste, farouchement nationaliste... Suite des aventures d'Israël au prochain épisode.

PASCAL



répété dans leurs prières « l'an prochain à Jérusalem », sans trop y croire apparemment.

Les premiers projets de retour à la « Terre promise » datent de la fin du XIX^e siècle, avec le groupe d'étudiants russes « les amants de Sion », en 1882. Mais la première théorie sioniste est fondée par Théodore Herzl, juif allemand, en 1896. Dans son livre *L'Etat juif*, Herzl imagine un Etat qu'il envisage d'abord d'instaurer en Afrique ou en Amérique du Sud. Sous l'influence des rabbins, son choix se portera sur la Palestine, vieille « Terre promise ».

Ce projet n'a tout d'abord qu'un faible écho parmi les juifs européens. Mais, en ce début du XX^e siècle, les pogroms (exterminations systématiques dans les ghettos) s'intensifient en Europe de l'Est. En 1903 se produit l'un des pires massacres de Russie : le pogrom de Kichinev. Des milliers d'ashkénazes décident alors d'émigrer, soit aux Etats-Unis, soit en Palestine. Entre 1904 et 1914 se crée le Fonds national juif qui finance l'achat des terres aux Palestiniens et l'installation des juifs en Palestine. L'argent vient de legs d'israélites fortunés, mais aussi des « boîtes bleues » placées dans tous les magasins juifs, où les clients cotisent. L'immigration s'organise, prend des aspects de plus en plus considérables : en 1914, on compte quatre-vingt-cinq mille juifs en Palestine, dont quarante mille immigrés.

La terre trois fois promise

Survient la Première Guerre mondiale. La Palestine fait partie de l'empire ottoman en pleine décadence. Or, la Turquie s'allie à l'Allemagne, c'est-à-dire contre la France et surtout l'Angleterre. La Grande-Bretagne, qui voit au Proche-Orient un intérêt stratégique (la route des Indes), contribue activement à l'effondrement de l'empire turc, en encourageant les révoltes palestiniennes. Le colonel Lawrence, en poste dans la région,

Israël, terre doublement promise. Triplement même, puisque la France a également promis le mandat du Proche-Orient à la Grande-Bretagne. Accord ratifié par la Société des Nations en 1921.

Premiers conflits

Encouragés par la « promesse de Balfour », les juifs arrivent en Palestine de plus en plus nombreux : de 85 000 en 1914, ils passent à 650 000 en 1938. L'Agence juive mondiale fait preuve d'une activité débordante, achète de plus en plus de terres, envoie de plus en plus de pionniers. Les Palestiniens, eux, voient cette « invasion » d'un moins bon œil : les juifs représentent déjà un tiers de la population.

La Grande-Bretagne s'inquiète, elle aussi : pour la plupart des Anglais, la promesse de Balfour n'est qu'un expédient de guerre sans valeur. En revanche, le Proche-Orient prend de plus en plus d'importance, non seulement pour ses intérêts marchands, mais aussi à cause d'une matière dont la guerre a révélé la valeur énorme : le pétrole. Si, pour les juifs, la promesse de Balfour constitue un premier jalon vers l'Etat, les Britanniques ne l'entendent pas de cette oreille.

Le « Colonial Office » emploie donc la vieille méthode « diviser pour régner », et allie dès que l'occasion s'en présente le mécontentement palestinien. Les premiers conflits israélo-arabes éclatent, mais, jusqu'en 1939, on peut parler d'un certain statu-quo au Proche-Orient. Or en Europe, les persécutions contre les juifs ont recommencé et le flot des émigrants s'intensifie encore. Devant ces arrivées de plus en plus massives, l'Angleterre prend une série de mesures que les juifs jugeront impardonnables : il s'agit du *Livre Blanc*, restreignant l'immigration. La Palestine est divisée en trois zones. L'une, à population exclusivement arabe, où les juifs peuvent encore théoriquement s'installer. Une autre, où les terres

Des communautés collectivistes

LES kibboutz représentent, aujourd'hui encore, un des rares exemples de communauté égalitaire, collectiviste et laïque dans le monde, et l'exemple de ces micro-sociétés est une ébauche intéressante de société libertaire.

Il y a quatre-vingts ans, on ne pouvait considérer les premiers pionniers juifs que comme des fous : ces jeunes contestataires européens avaient décidé de s'établir au Proche-Orient. Passe encore. Nés dans des villes et n'ayant généralement pas la moindre notion d'agriculture, ils avaient décidé de devenir paysans. De quoi faire sourire, pour le moins. Souvent issus de milieux commerçants, ils s'étaient promis d'instaurer une société où l'argent n'aurait plus de valeur. Plus de doute, il s'agissait de deux rêveurs.

Elevés dans une société où la célèbre « Yiddish mama » tenait une place caricaturale, ils envisageaient d'élever leurs enfants en commun, pour libérer la femme des tâches maternelles. On froissait l'hérésie. Leur seul point commun de juifs européens était leur langue : le yiddish. Les jeunes fous avaient décidé, en prime, de remodeler et de parler hébreu. Quelle idée ! Enfin, la plupart d'entre eux proclamaient une théorie proprement révoltante pour un rabbin : ils étaient juifs, certes, mais ils étaient des juifs non croyants !

En 1986, les kibboutz existent encore, et se portent assez bien. Comme prévu, il s'agit de sociétés agricoles, vivant de leur propre production. Les kibboutz produisent à eux seuls plus de la moitié des agrumes du pays. Un kibboutz compte en

moyenne un millier d'habitants et 700 ha cultivés. On y pratique la démocratie directe, chaque décision étant prise en commun, parfois au prix d'interminables palabres. Dans la plupart d'entre eux, les enfants sont encore élevés en commun, par tranche d'âge, et cette expérience d'éducation nouvelle a passionné les sociologues (cf. *Les enfants du rêve*, de Bruno Bettelheim). La liberté d'expression, la liberté sexuelle, la liberté de quitter le kibboutz à tout moment y sont encore parfois totales. Les kibboutz sont pour la plupart restés laïques. Enfin, l'argent a presque disparu : un kibboutznik gagne environ 2 100 F par an (somme généralement dépensée par les femmes, en bijoux et cosmétiques). Tous les besoins sont pris en charge par la communauté, des habits aux cigarettes en passant par les lames de rasoir et les produits d'entretien.

Idylliques, les kibboutz ? Pas tout à fait. Il s'agit d'îlots collectivistes dans un pays capitaliste. Les jeunes sont souvent tentés par la société du walk-man et des voitures particulières, et désertent les kibboutz. D'autre part, les kibboutzniks d'aujourd'hui n'ont plus grand chose de commun avec les pionniers illuminés du début du siècle : l'époque des combats est révolue, on s'embourgeoise peu à peu, on compte de plus en plus sur une sorte d'assistance mutuelle. Les kibboutz vieillissent, évoluent, mais restent une sorte d'élite intellectuelle et culturelle du pays. Ce rêve vieillissant a perdu son éclat révolutionnaire, mais garde des principes proches du socialisme libertaire.

PASCAL

L'acharnement

De deux choses l'une, l'autre c'est le soleil, a dit Jacques Prévert. Le soleil, Milagros Canallero et Manuela Ontanilla ne le voient plus depuis longtemps. Depuis qu'elles sont en prison et surtout depuis le 9 octobre, date à laquelle elles ont commencé une grève de la faim à la Maison d'arrêt des femmes (M.A.F.) de Fleury-Mérogis, pour deux raisons essentielles : droit de regroupement pour préparer une défense commune et cessation des fouilles intégrales.

En effet, ces deux militantes du G.R.A.P.O. et du P.C.E.R. sont soumises depuis plusieurs mois à un acharnement répressif de la part de la M.A.F. de Fleury. Elles sont systématiquement fouillées par les matrones avant chaque parloir. « Les détenu(e)s ne peuvent être fouillé(e)s que par des agents de leur sexe et dans des conditions qui, en garantissant l'efficacité du contrôle, préservent le respect de la dignité inhérente à la personne humaine. » (art. D 275 du Code de procédure pénale).

Qu'en termes choisis, ces choses-là sont dites. Le pouvoir légalise et officialise les vexations. Qu'est-ce que la dignité et qu'est-ce que la personne humaine pour ces professionnel(le)s de la répression, ceux et celles qui ont pour métier d'enfermer, de censurer, de surveiller. Jusqu'ou l'« efficacité du contrôle » peut-elle bafouer l'intimité de Manuela et de Milagros. A chaque visite, c'est la fouille. A chaque visite c'est le refus. A chaque visite, c'est donc quinze jours de mitard supplémentaires. Et à chaque retour du mitard : nouvelle fouille, nouveau refus, etc. Les parloirs « hygiaphones » qui ne nécessitent pas de fouille n'ont pas été autorisés.

Il faut désormais parler d'un isolement quasi sensoriel. Les cellules dans lesquelles elles sont isolées sont des lieux dont nous avons malheureusement trop parlé. Le mitard c'est la grotte. Là où il n'y a rien. Rien d'autre que quatre murs et un mouchard. Rien d'autre que du gris et du désespoir. Rien que la sécurité absolue... disent-ils.

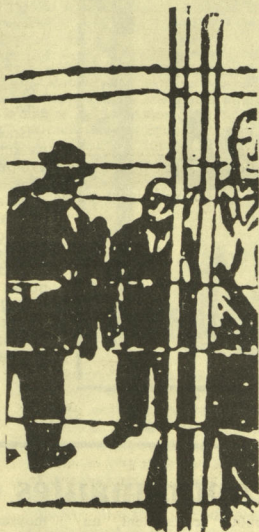
Ces deux détenues espagnoles — dont leur pays d'origine n'a pas réclamé l'extradition — en ont pris pour quatre mois et demi de ce mitard (sur 9 mois d'incarcération) pour avoir refusé de se laisser tripoter : les cheveux, les oreilles, la bouche (avec toussotement discret), les mains (doigts écartés), l'entre-

jambe, l'anus (avec toussotement discret, là aussi), les pieds (voute plantaire et orteils). Si avec ça la dignité humaine n'est pas satisfaite : qu'elle aille se rehabiller.

Dernière précision, l'arrestation des trois prévenus (le troisième étant Enrique Etxeandia et ne subit pas les mêmes tracasseries) s'est déroulée de façon totalement arbitraire. C'est-à-dire n'entrant pas dans le cadre d'une commission rogatoire, d'un flagrant délit ou d'un contrôle d'identité « traditionnel ». Les deux grévistes ont été transférées, l'une à l'hôpital de Fresnes et l'autre à l'Hôtel-Dieu. Bien évidemment, cela n'a pas entamé leur détermination. Elles sont fêtées les bougresses, mais l'administration aussi. On a déjà vu des grèves de la faim durer, par l'effet des perfusions, plusieurs mois.

Mais la grève de la faim est une arme ultime. Une arme, contre l'administration, dont l'enjeu est son corps, sa propre volonté contre les délire légaux, sa propre vie contre l'absurde, le mépris et le silence. Milagros Caballero et Manuela Ontanilla rejoignent la longue liste des teigneux et des teigneuses, tout ceux et toutes celles pour qui la dignité c'est non seulement le respect mais aussi la survie.

Jean-Pierre GAULT



JUSTICE

La légitime défense est étendue

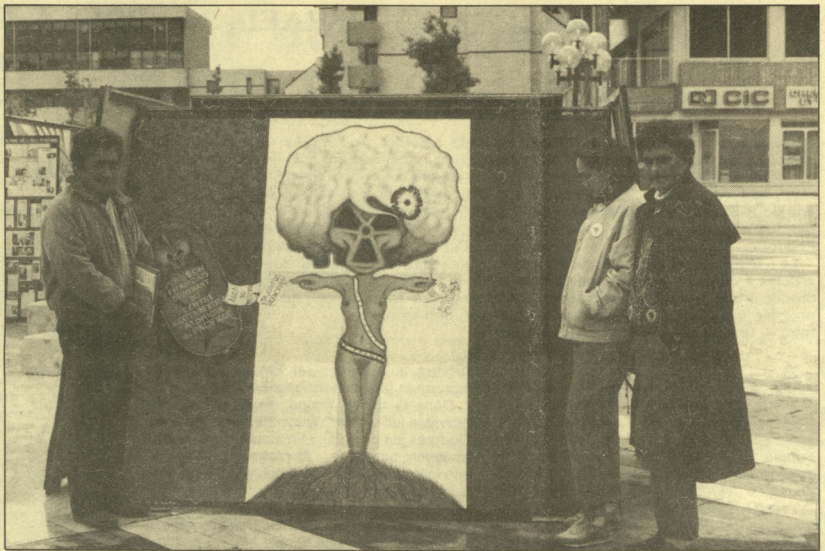
DANS un précédent article (cf. *Monde libertaire* n°633, 16 octobre 1986), je notais avec intérêt la trouvaille juridique des assassins néo-calédoniens : « la légitime défense par anticipation ». Cette nouvelle défense permet d'organiser un massacre en prétendant, en suite, que les massacrés représentaient une future menace.

Mais il y a encore plus fort ! Il s'agit du système de défense du C.R.S. Burgos. Il a inventé la légitime défense « subjective ». Les faits sont connus : le 5 juillet dernier, le C.R.S. Burgos assassine Loïc Lefèvre parce que, affirme-t-il, il avait cru que celui-ci sortait un revolver et le menaçait. Or Loïc Lefèvre n'était pas armé, c'est donc un assassinat ! Pas du tout, répond son avocat M^e Garaud, « c'est de la légitime défense subjective » et il définit ainsi cette notion : « L'état subjectif c'est l'idée qu'il se fait d'un danger. Soit que l'arme n'est pas encore extraite, soit qu'elle n'existe pas et qu'il estime devoir réagir à une sensation de danger » (sic).

Après le droit au massacre qui nous vient de la justice néo-calédonienne, voici avec le C.R.S. Burgos le droit de tuer à condition de prétendre que l'on a cru que l'assassiné avait sorti un revolver.

Nous sommes très loin de la notion traditionnelle de légitime défense qui ne donnait le droit de tuer que pour défendre sa propre vie et, jusqu'ici, il fallait que l'assassin prouve la réalité de cette menace mortelle. Ces deux exemples nous montrent ce dont sont capables les juristes quand il s'agit de défendre et de sauver des C.R.S. meurtriers et des coloniaux massacrés. Ils ne craignent pas de trafiquer la loi et l'extension des notions juridiques anciennes. Vous voyez bien, une fois de plus, que tout est possible, tout peut arriver devant l'appareil judiciaire.

Jean Lapeyrie
(Gr. Berneri)



A Evry, lors de la Convention européenne du désarmement.

Contre les essais nucléaires en Polynésie

POUR le vingtième anniversaire du début des essais atomiques en Polynésie, une série d'actions internationales concertées ont eu lieu ce samedi 25 octobre. A l'étranger, des rassemblements ont été organisés devant les ambassades et les consulats français ; à Tahiti, un rassemblement fut organisé par les Polynésiens soucieux de faire écho à ces actions de solidarité avec leur lutte...

A Paris, trois cents personnes se sont réunies afin de protester contre les essais nucléaires en Polynésie et contre le nucléaire civil et militaire. Au départ, cette action devait être une manifestation devant de l'Etoile et aboutissant place de la République. Celle-ci ayant été interdite par la préfecture de police, la manif fut transformée en rassemblement autorisé.

Ce lieu peut paraître surprenant, mais il faut savoir que c'était un souhait du peuple polynésien pour qui la place de l'Etoile est un symbole, notamment celui de la centralisation du pouvoir français ; pouvoir qui n'hésite pas à faire ses expériences en Polynésie.

Dans le cadre de ce rassemblement, des tableaux du peintre Jad étaient exposés. Ceux-ci montraient bien les risques que font courir au Pacifique sud les essais nucléaires souterrains dans l'atoll de Mururoa réalisés périodiquement par le Centre d'expérimentation. On a pu noter également la présence de nombreuses associations et organisations, de personnalités et d'une délégation polynésienne.

Malgré le caractère pacifique du rassemblement, la présence policière était importante, encerclant les participants comme en des temps que l'on croyait révolus. Bien que la couleur bleue marine était la plus présente, malgré les tableaux, tout s'est passé dans le calme et la dispersion a eu lieu sans problème.

Tous les participants se sont ensuite retrouvés place du Trocadéro où un autre rassemblement avait lieu pour protester contre les récentes expulsions de Maliens, terminant ainsi cette journée consacrée à la solidarité internationale.

MARTINE

IRLANDE DU NORD

Tirez pour tuer !

EN TRE 1969 et juin 1984, deux cent cinquante trois civils ont été tués par les forces de sécurité en Irlande du Nord. Dans seulement un cas, un fonctionnaire des forces de l'ordre a été convaincu de meurtre. Cette répression sans équivalent actuellement en Europe occidentale est revenue d'actualité outre-Manche à l'occasion de l'assassinat de six personnes impliquant des membres du Royal Ulster Constabulary (R.U.C.).

Le 11 novembre 1982, Gervaise Mac Kerr, Eugène Toman et Sean Burns, tous sans arme, sont tués dans leur voiture à l'arrêt, lors d'un barrage, avec pas moins de 109 balles tirées. Des témoins diront plus tard qu'il n'y avait pas de barrage.

Le 24 novembre 1982, Michaël Tighe est tué, et Martin Mac Auley blessé, par les forces de l'ordre, dans le comté d'Armagh, ce dernier alors qu'il était surveillé par le contre-espionnage chargé de défendre le Royaume-Uni et l'Empire.

Le 12 décembre 1982, Roddy Carroll et Seamus Grew, sans arme, sont tués de quinze balles dans leur voiture par l'agent John Robinson, sans uniforme et porteur d'armes non autorisées.

Tous les auteurs de ces attentats sont des membres des Headquarters Mobile Support Units ou du Special Branch du R.U.C. Ce sont de petites unités spécialement entraînées par les troupes d'élite S.A.S. et redevenant de leur action que devant les hauts responsables de la police. Ils agissent souvent sans uniforme, avec des armes non autorisées et des voitures faussement immatriculées — en toute illégalité, mais couverts par leurs responsables.



L'agent Robinson, lors de son procès, a admis avoir tué froidement ses victimes désarmées, sans être menacé, et révéla que cette action était destinée à détourner l'attention de l'opération de l'armée britannique sur la frontière cette nuit. Ce qui occasionna un incident diplomatique avec la République d'Irlande, car certains éléments franchirent la frontière. Parvenu à ce niveau, une enquête ne pouvait être évitée.

Elle fut confiée au dirigeant de la police de Manchester, John Stalker qui rencontra tout de suite l'hostilité du R.U.C. (celui-ci mis en cause son impartialité par le biais de ses origines et des convictions : une mère irlandaise et une foi catholique). Son rapport fut accablant : sept officiers du R.U.C. furent accusés de conspiration pour meurtre et de nombreuses opérations illégales furent dénoncées. Ceci ne pouvait être accepté. John Stalker fut déchargé de l'affaire qui n'aboutit qu'à la suspension de deux officiers et à de nombreux acquittements pour les six meurtres en cause.

Cette affaire illustre bien que l'impérialisme britannique continue de s'accrocher par tous les moyens à l'une de ses dernières possessions d'Empire au mépris de tout un peuple qui résiste depuis des siècles et de l'intérêt de tous les exploités d'Irlande du Nord. Il reste toujours le principal obstacle à tout développement d'un mouvement révolutionnaire dans ce pays.

Lee GORDON

SUISSE

Contratom : l'heure des choix

A PRÈS la manifestation du 1^{er} juin 1986 à Palexpo qui a réuni près de 3 000 personnes contre la foire du nucléaire « Enc'86 Trade Fair », une assemblée générale de Contratom a décidé que le mouvement devait continuer sur sa lancée et donc que Contratom allait perdurer après les vacances d'été.

Les retombées de Tchernobyl

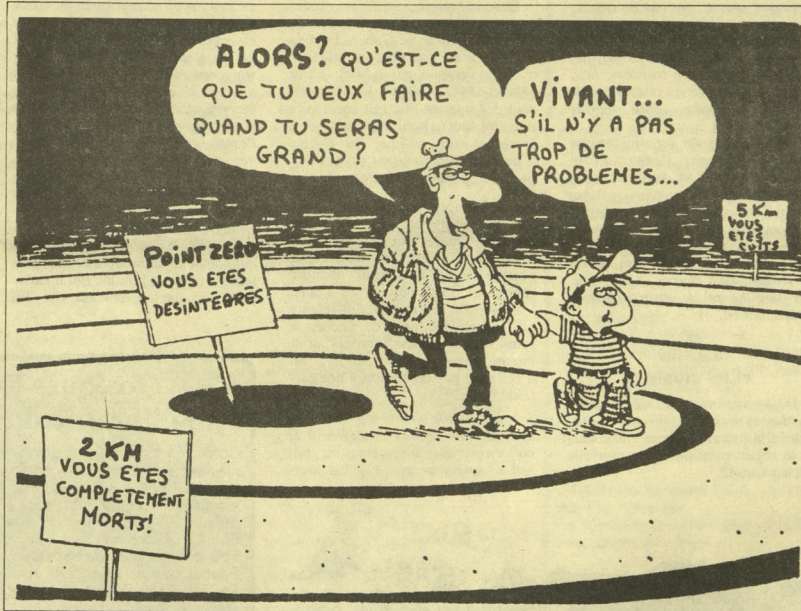
Il nous semblait en effet indispensable qu'un groupe antinucléaire actif subsiste à Genève, vu la situation actuelle. Après le désastre de Tchernobyl qui a provoqué un retournement de l'opinion publique contre le nucléaire, il importe de continuer à produire des pressions sur les autorités afin que l'« effort » tant commenté ne s'évanouisse pas et qu'une politique clairement antinucléaire soit mise sur pied à l'échelle nationale.

Il importe de dénoncer la désastreuse information que nous avons tous subie pendant que le nuage radioactif passait au-dessus de nos têtes, mais il s'agit aussi de ne pas s'en contenter comme le font la plupart des antinucléaires de droite. Cela ne sert à rien de savoir que l'on est radioactif, il est plus utile d'éviter qu'on le devienne. C'est précisément cela que nos dirigeants ne peuvent nous garantir, alors qu'ils seraient prêts à donner des informations sur les dégâts causés par un nouvel accident.

Avec l'automne, de nouvelles initiatives fédérales antinucléaires et leurs inévitables campagnes sont de retour, ainsi que de probables votations (référendums, N.d.R.) sur l'initiative cantonale « L'Énergie est notre affaire » (enfin). Il nous semblait évident que Contratom s'impliquerait fortement dans le soutien de l'initiative cantonale, vu que nous avons lancé une pétition demandant entre autres sa votation immédiate, alors que le soutien à l'une ou l'autre (ou aux deux) initiatives fédérales l'était beaucoup moins. Il importe ici d'expliquer clairement le fondement de nos réticences.

Vous avez dit réticences...

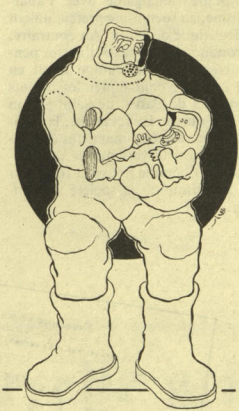
Tout d'abord, elles sont historiques. Les deux dernières initiatives antinucléaires ont été perdues, elles ont contribué à plébisciter le nucléaire et ont fortement découragé les militants qui y ont pris part tout en endettant les mouvements qui les soutenaient. Les initiatives ont toujours été lancées par des organisations qui ne luttaient pas



directement sur le terrain, ce qui est encore le cas aujourd'hui, mais par des personnalités ou des partis confiants dans les possibilités constitutionnelles incapables d'envisager d'autres moyens d'opposition au nucléaire.

Ensuite, Tchernobyl a confirmé les calculs probabilistes des physi-

maman était communiste, papa était anarchiste... moi, anti-nucléaire!



ciens qui prédisent un accident majeur tous les cinq ans (Three Miles Island en 1980, Tchernobyl en 1986). Il nous emblait donc juste et nécessaire d'exiger l'arrêt immédiat du programme nucléaire suisse et de ses centrales. Les initiatives sont des processus s'étendant sur plus de cinq ans. Cela revient à admettre que l'on peut attendre tranquillement le prochain accident sans rien faire.

La participation à des campagnes d'initiatives demande un engagement très important en temps, en argent et en personnes de la part des associations, empêchant souvent celles-ci de faire autre chose.

Il semble que des problèmes touchant le milieu antinucléaire genevois restent présents et vont nécessiter des forces militantes prochaines : la ligne à très haute tension Muhleberg-Verbois, Creys-Malville, la recherche sur l'anti-matière au C.E.R.N., Verbois, « L'Énergie notre affaire » et des actions concrètes sur les énergies alternatives. Il est bon, en effet, de ne pas toujours subir l'actualité et de tenter de répliquer aux offensives des milieux pronucléaires. Nous nous devons de proposer des solutions ou des voies à explorer dans le domaine énergétique.

Une initiative, ça va deux, bonjour...

Pour ces raisons, le lancement de nouvelles initiatives ne nous semble pas évident, malgré l'accident de Tchernobyl, qui pour certains semble être une aubaine... De plus, le lancement de deux initiatives nous semble tout à fait irréaliste, opinion partagée par bon nombre de groupes antinucléaires actifs en Suisse alémanique. Sans commenter le caractère opportuniste de l'initiative du Parti socialiste et l'aspect mou et minimaliste de celle du N.W.A. (antinucléaires bourgeois zurichois), le fait de lancer deux initiatives va une fois de plus diviser le mouvement antinucléaire. Ceux qui le font en ont conscience et cela montre le peu d'intérêt qu'ils lui porte!

Sans l'avoir choisi, nous voilà néanmoins face à un dilemme. Il nous semble difficile d'ignorer totalement les initiatives et notre conduite future envers elles va surtout dépendre des gens qui vont venir militer à Contratom. Mais l'assemblée générale du mois de juin a

part du mouvement antinucléaire. Elle n'est pas irréaliste, car le Conseil fédéral lui-même est tenu de faire fermer toutes les centrales en temps de guerre, sans pour autant que l'approvisionnement énergétique soit compromis. Cette mesure est définitive, elle oblige le mouvement qui l'exige à proposer tout de suite une alternative au nucléaire. Ceux qui lancent l'idée du moratoire comptent sur les scientifiques pour trouver des solutions, ils ne s'impliquent pas en tant que mouvement. Nous devons prendre nos responsabilités et proposer dès maintenant des choix énergétiques.

Tout le monde sait très bien que l'on peut se passer du nucléaire sans pour autant que notre confort matériel soit diminué. C'est une question de choix économique et de société. En matière de nucléaire, les coûts réels impliquent bien plus que de l'argent, ils touchent notre environnement naturel et social ainsi que notre santé. Quels sont ceux qui ont le plus de valeurs?

Relations internationales (d'après « Dissidences »)

Les intertitres sont de la rédaction du « Monde libertaire » (N.d.R.).

ÉCOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ PARIS

ITALIE

Cinquantenaire de la révolution espagnole

DU 18 au 21 septembre, le Cercle d'études libertaires de Milan (1) a organisé une série d'activités culturelles à la mémoire de la révolution espagnole. Le programme était alléchant : exposition de documents photographiques, projection de nombreux films d'époque, débats avec la participation de compagnons espagnols et de « personnalités » du mouvement libertaire international.

L'exposition photographique était d'une qualité et d'une richesse assez exceptionnelle. Les films, diffusés en continu, en plusieurs langues, couvraient l'essentiel des grands moments de la révolution et de la guerre d'Espagne. Quant aux débats, ils se sont déroulés dans une ambiance décontractée et non dénuée de la passion que confère le vécu. Le sujet central était : révolution et pouvoir.

Interventions très denses, citées dans le désordre, de militants tels que Claudio Venza (2), Abel Paz (3), Pepita Carpena (4), Eduardo Colombo (5) et Josep Alunany (6)... Impossible, bien sûr, de citer l'ensemble des intervenants dans ce bref article.

La recherche d'une voie située entre la dictature anarchiste et la collaboration avec les forces démocratiques de l'Espagne républicaine a constitué un temps fort de ces journées. Pour conclure, et sans tomber dans le triphalisme, disons simplement que ces journées ont été une réussite dans la mesure où la participation d'un public ouvert et intéressé a rendu possible un réel débat.

Rel. internationales

- (1) Cf. « le Monza » n°255, Milan.
- (2) De l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Trieste.
- (3) Auteur d'un livre sur Durruti.
- (4) Membre de l'organisation « Mujeres Libres ».
- (5) Du Centre d'études libertaires de Milan.
- (6) Rédacteur de « Solidaridad Obrera », mensuel de la C.N.T.-A.I.T. de Catalogne.

SPAGNA '36
memoria d'una guerra civile e d'una rivoluzione sociale

19/21 settembre 1986
PALAZZO DUGIANI
Via marile 2 / milano
a cura del CENTRO STUDI LIBERTARI

R.F.A.

Rencontre bavaroise

EN célébrant le cinquantenaire de la révolution espagnole, la Fédération anarchiste de Bavière du Nord entamait sa seconde rencontre, en juillet de cette année. Au cours de cette rencontre fut débattu essentiellement deux sujets : « La déchéance du travail » et « Critique du parlementarisme ».

Les problèmes étant par trop complexes et ne pouvant être analysés de manière à ce que soit élaborée une position anarchiste qui se rapporte aux engagements pratiques des groupes, on décida de mieux préparer les principaux thèmes de la prochaine rencontre qui aura lieu à Regensburg, du 12 au 14 décembre. L'ordre du jour a été défini comme tel : « Quel peut être le message de l'anarchisme dans une époque où la révolution n'est pas le premier point à l'ordre du jour? Quelles sont nos perspectives concrètes dans la situation actuelle? Comment affronter le renforcement de la répression étatique? ».

Relations internationales

Pour tous contacts : Libertaire Forum Regensburg, Postlagerkasse 086644 A, 8400 Regensburg 1, R.F.A.

SOCIALISME UTOPIQUE

A propos de l'utopie

On attribue au mot « utopie » le sens d'un échec, de ce qui ne peut être réalisé. Ce serait oublier un projet social que l'on confond parfois à tort avec l'anarchisme. Nous n'avons pas la prétention de faire l'histoire du socialisme utopique, mais préférons montrer ses grands thèmes. Le mot « utopie » apparaît dans un ouvrage de Thomas More en 1515. Ce constat était alors en bataille contre le roi d'Angleterre qui le fera exécuter.

Dans ce livre, More décrit la vie sur une île en monde clos où fonctionne un modèle de société (bien que non achevé) : c'est Utopie. Cette société ne peut être jugée qu'au travers du combat de More contre l'autorité royale. Elle montre son idéal politique.

« La communauté utopienne reconnaît le rôle éminent du sacré mais sauvegarde l'autonomie du politique. Ainsi sont évités trois périls : le premier, de mettre aux mains des religieux une tyrannie

politique dotée des exigences de l'absolu ; le second, celui d'une politique attentive aux moyens d'exercer le pouvoir sans dimension religieuse ; enfin, en troisième lieu, le risque d'asservir les citoyens et de leur faire perdre toute dignité humaine. » (1)

Mais au-delà du sens historique de cet ouvrage, l'organisation sociale d'Utopie est réglée dans les moindres détails : mêmes vêtements, repas en commun, emploi du temps (« Trois heures de travail avant midi, puis diner. Après-midi deux heures de repos, trois heures de travail, puis souper. Après souper une heure de divertissement, puis sommeil. »)

La ville et les utopistes

Déjà apparaissent deux traits fondamentaux du discours utopiste : la création d'une cité idéale et la réglementation d'une nouvelle vie en société.

Dans le premier cas, divers modèles apparaissent : le phalanstère de Fourier, l'Icarie de Cabet. Parfois l'utopie n'est pas en contradiction avec le système capitaliste. Entre 1880 et 1894, Pullman, le roi américain des wagons-lits, fait construire une cité idéale pour ses employés ; le projet sera critiqué car il crée « un peuple dépendant et servile » pour qui le patron est un maître.

En France, un patron, Jean-Baptiste Godin, est influencé par les idées de Charles Fourier. Un autre utopiste, Victor Considérant, pousse Godin à devenir membre fondateur d'une colonie au Texas. L'entreprise échoue. Godin retient une expérience près de Guise, le familistère. Si les ouvriers sont mieux logés qu'au dehors, on n'échappe pas cependant à une certaine inquisition.

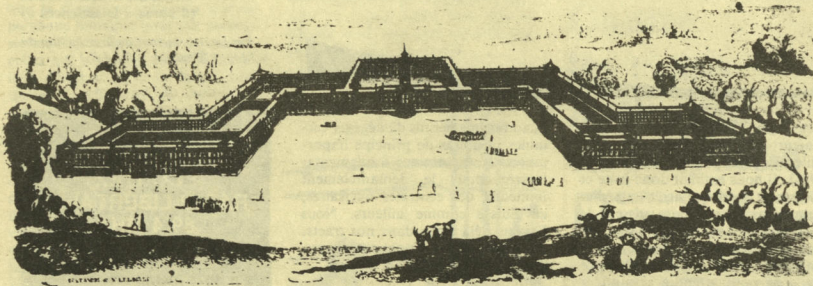
« Le familistère qui souhaite épouser une femme étrangère à la collectivité doit la présenter au conseil de surveillance. » (2). Un jour-

ne la conçoit pas comme effet du développement des institutions et du concours des intelligences... Il lui faut un homme. Après avoir supprimé toutes les volontés individuelles, il les concentre dans une individualité suprême qui exprime la pensée collective et (...) donne l'essor à toutes les activités subalternes. Ainsi, par le simple développement de l'idée, l'on est invinciblement amené à conclure que l'idéal de la communauté est l'absolutisme » (3).

De fait, les utopistes créent une cité idéale et un modèle de comportement pour un homme qui n'existe pas, d'où une nouvelle autorité afin

Dans un texte prémonitoire, Proudhon avait condamné les vices du capitalisme d'Etat : « Il (le communisme autoritaire) s'est manifesté dans son impuissance, en prenant pour type de l'organisation industrielle, l'organisation de la police. » (3).

Une société où tout serait ordonné, calculé et figé est incompatible avec l'anarchisme. Nous n'avons pas de vérité absolue. La meilleure forme de vie sociale n'est pas immuable ni planifiée à l'avance. A une réglementation, l'anarchisme préfère l'expérimentation permanente. Il nous faut trouver des formes d'organisation



Bakounine et l'utopie

Un autre courant socialiste, parti de la même source révolutionnaire (Cabet, Louis Blanc), convergeant au même but, mais par des moyens absolument différents, et que nous appellerions volontiers le socialisme doctrinaire, fut créé par deux hommes éminents : Saint-Simon et Fourier. Le saint-simonisme fut commenté, développé, transformé et établi comme système quasi pratique, comme Eglise, par le père Enfantin avec beaucoup d'amis dont la plupart sont devenus aujourd'hui des financiers et des hommes d'Etat, singulièrement dévoués à l'Empire. Le Fourierisme trouva son commentateur dans la Démocratie pacifique rédigée jusqu'au 2 décembre par M. Victor Considérant.

Le mérite de ces deux systèmes socialistes, d'ailleurs différents sous beaucoup de rapports, consiste principalement dans la critique profonde, scientifique, sévère, qu'ils ont faite de l'organisation actuelle de la société, dont ils ont dévoilé hardiment les contradictions monstrueuses ; ensuite dans ce fait important d'avoir fortement attaqué et ébranlé le christianisme, au nom de la réhabilitation de la matière et des humaines passions, calomniées et en même temps si bien pratiquées par les prêtres chrétiens. Au christianisme, les saint-simoniens ont voulu substituer une religion nouvelle basée sur le culte mystique de la chair, avec une hiérarchie nouvelle de prêtres, nouveaux exploités de la foule par le privilège du génie, de l'habileté et du talent. Les fouriéristes, beaucoup plus et ont peut-être même sincèrement démocrates, imaginèrent leurs phalanstères gouvernés et administrés par des chefs, élus par le suffrage universel, et où chacun, pensaient-ils trouverait de lui-même son travail et sa place selon la nature de ses passions.

Les fautes des saint-simoniens sont trop visibles pour qu'il soit nécessaire d'en parler. Le double tort des fouriéristes consista d'abord en ce qu'ils crurent sincèrement que par la seule force de leur persuasion et de leur propagande pacifique, ils parviendraient à toucher les cœurs des riches, au point que ceux-ci finiraient par venir d'eux-mêmes déposer le surplus de leur richesse aux portes de leurs phalanstères ; et en second lieu, en ce qu'ils s'imaginèrent, qu'on pouvait théoriquement, à priori, construire un paradis social, où l'on pourrait coucher toute l'humanité à venir. Ils n'avaient pas compris que nous pouvons bien énoncer les grands principes de son développement futur, mais que nous devons laisser aux expériences de l'avenir la réalisation pratique de ces principes.

En général, la réglementation a été la passion commune de tous les socialistes d'avant 1848, moins un seul (1) : Cabet, Louis Blanc, fouriéristes et saint-simoniens, tous avaient la passion d'endoctriner et d'organiser l'avenir, tous ont été plus ou moins autoritaires (2).

BAKOUNINE

- (1) Il s'agit de Proudhon.
(2) Bakounine, « Fédéralisme, socialisme, antithéologisme », in « Oeuvres », éditions Stock + Plus, en vente à la librairie du Monde libertaire, 39 F.

naliste écrit en 1896 : « Regardez ces grands balcons qui courent tout le long de l'édifice, ils permettent à l'indiscret de jeter à travers la vitre un rapide regard dans l'appartement du voisin ; le moindre bruit est épié (...). »

La cité idéale reste l'œuvre d'un architecte autoritaire. Certains comparent la ville socialiste à un monastère, en tout cas l'uniformité règne chez tous les penseurs utopistes. Ainsi dans l'Icarie de Cabet, « tous les flots sont identiques, toutes les maisons semblables (...). Les maisons sont recouvertes de toitures terrasses "pour l'agrément". Toute la ville est composée de bâtiments industrialisés par la standardisation et les appartements sont meublés avec du matériel fixe appliqué ou incrusté dans les murs. »

Une nouvelle autorité

La tyrannie des utopistes ne s'arrête pas à l'habitation. L'esprit aussi doit s'adapter au règlement du « paradis ». Même la libération sexuelle, prônée par Fourier, porte en elle une règle impérative : l'harmonie à tout prix. Dans n'importe quel domaine de la vie, l'utopie régit les esprits, les enferme et impose sa loi... L'utopie porte en elle un germe totalitaire puisque l'homme doit obéir à l'Idée, voire au philosophe qui l'a créée. L'indiscipline humaine, l'imagination deviennent subversion contre le meilleur des mondes.

Proudhon attaqua ces projets de communisme utopique : « L'utopie communiste, sortie de la donnée économique de l'Etat est la contre-épreuve de la routine égoïste et propriétaire (...). Toutes les utopies sociales, depuis l'Atlantide de Platon jusqu'à l'Icarie de Cabet, pressées dans leur signification, se réduisent à cette substitution d'une antinomie à une autre antinomie (...). » (3).

L'utopie est finalement autoritaire et ne peut se passer d'un théoricien, ce que montre Proudhon en prenant comme exemple Cabet. « La révolution sociale, M. Cabet

de codifier le comportement. Au nom du peuple, ils imposent un ordre encore plus autoritaire que dans les démocraties bourgeoises.

Utopie et anarchisme

On a voulu opposer un socialisme utopique, amalgamé avec l'anarchisme, au socialisme prétendument scientifique de Marx. Au contraire, Proudhon, mais aussi d'autres penseurs comme Bakounine n'ont eu de cesse de condamner les projets utopistes de Cabet, de Saint-Simon et de Fourier. En revanche, la réalisation de sociétés marxistes a montré certains travers dignes des utopistes : l'homme nouveau forgé par le stalinisme ou la société du gou-

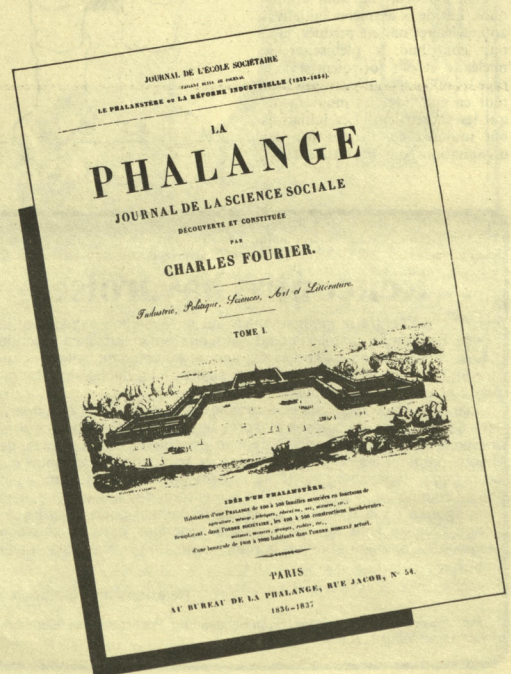
socialisme suffisamment souples pour nous permettre d'avancer et d'évoluer. Ce projet n'a rien à voir avec l'utopie créée ex nihilo par de grands prêtres. En cela il y a non seulement des différences, mais aussi opposition, entre l'anarchisme et le rêve des utopistes.

YVES
(Gr. Florès-Magon)

(1) L. Trenard, « L'Utopie », in « Information historique », 1981.

(2) T. Paquot, « Godin », in « Gavroche » n°11.

(3) Proudhon, « Système des contradictions économiques » ou « Philosophie de la Misère », collection anarchiste éditée par le groupe Fresnes-Antony (F.A.) ; les trois volumes : 200 francs.



Radio-Libertaire à la campagne

MANTES-LA-JOLIE, 21 oct. (A.F.P.) — Un commando de « Radio-Libertaire » (89.4 Mgh) a investi mardi après-midi les studios de « Music Box Stéréo » (M.B.S., 89.3 Mgz) à Guerville (Yvelines) pour protester contre les interférences de cette radio qui gêne leur auditoire, apprend-on auprès du chanteur Daniel Gérard, propriétaire de M.B.S., qui a décidé de porter plainte pour « violation de domicile ».

Une quinzaine de personnes, « genre loubards », selon les animateurs de M.B.S., ex-M.V.B.S. (Mantes Vexin Bords de Seine), ont en effet envahi leur studio pendant près de 3 heures pour passer des cassettes libertaires et lancer un message sur l'antenne de M.B.S. dénonçant le brouillage de leurs émissions par cette radio.

Le commando de Radio-Libertaire a été évacué par les gendarmes de Mantes-La-Jolie, en fin d'après-midi, sans autre incident.

A.F.P. 211938 OCT 86

sur Radio Ici-et-Maintenant (que nous remercions), pour rendre compte de cette opération aux auditeurs parisiens.

Ces messieurs les gendarmes, contactés assez rapidement (pour une prise d'otages !), se présentèrent 1 h 30 après qu'ils aient été appelés aux studios de M.B.S. Reconnaissons que pour des loubards, ceux dont fait état un communiqué de l'A.F.P., ils ont eu une attitude tout à fait correcte !

Quelques mots sur ce communiqué. On y apprend qu'« un commando de Radio-Libertaire » (pourquoi pas la colonne Durruti ?) a « envahi les studios de M.B.S. » et que, selon les animateurs de M.B.S., « une quinzaine de personnes, « genre loubards » y seraient restés « pendant près de trois heures pour passer des cassettes libertaires et lancer un message... », qu'enfin le « commando de R.-L. a été évacué par les gendarmes... sans autre incident ». Ou ! on se demande parfois pourquoi il n'y a pas eu plus de morts !

Trois heures dans les studios de M.B.S., c'était bien sûr pour faire cesser le brouillage et, peut-être, faut-il expliquer pourquoi l'occupation s'est faite à Mantes et non à Paris. Simplement parce que les émissions sont réalisées dans leur studio à Mantes et ne sont que réémises sur Paris. Le bilan de cette journée est positif puisque dès le lendemain, M.B.S. s'est décalé sur 89,2 et qu'elle est censée rejoindre la fréquence 89.15.

Signalons qu'une autre radio (Radio Marmelade) nous a contacté pour nous faire savoir qu'elle aussi était brouillée par M.B.S. - Paris et que, d'autre part, Daniel Gérard avait tenté d'acheter la fréquence de cette radio. Décidément ce personnage n'est pas le bienvenu et il en passe de devenir « célèbre » et impopulaire.

Les pouvoirs publics et, notamment, le ministère de la Culture et de la Communication brillent par leur silence, peut-être attendent-ils que la Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.), censée remplacer la Haute Autorité, prenne place dans ses bureaux de la rue Jacob à Paris ! Que nous réserve ce nouveau monstre froid ? Un plan de fréquence acceptable par toutes les parties ou est-ce la politique des copains qui va continuer ?

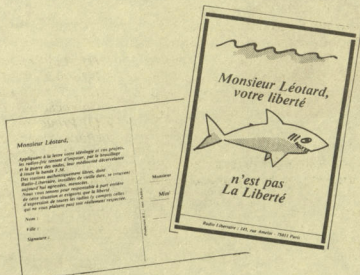
Secrétariat de R.-L.

VOUS n'avez pas eu la bonne surprise d'apprendre dans votre quotidien préféré que Radio-Libertaire s'était payée une virée à la campagne, ou plus exactement qu'une dizaine de ses animateurs s'étaient offerts une après-midi dans les locaux de la radio mantoise, Music Box Stéréo (M.B.S.). La presse ne fait pas son boulot, l'information, mais comment lui en vouloir il n'y a eu ni fusillade ni cocktail molotov, même pas un coup de poing dans la gueule. Le terrorisme, voilà un sujet qui se vend...

et sans doute le prit-on pour argent comptant à M.B.S.

Enquête fut faite et l'on finit par découvrir où se tenait le fief des brouilleurs... une jolie « petite » villa. Quelques copains prirent l'affaire en main et c'est ainsi que, mardi 21 octobre, vers 14 h 30, l'on put entendre dans les chaumières du Vexin (mais aussi dans les grandes surfaces !) l'indicatif de R.-L. suivi des Anarchistes de Léo Ferré, ainsi qu'un petit texte expliquant la présence de Radio-Libertaire dans les studios de M.B.S.

Heureusement, vous avez le Monde libertaire, et, en quelques mots nous allons essayer de vous relater les petits événements de ce mardi 21 octobre. M.B.S., c'est cette radio dont nous vous parlions la semaine dernière dans le M.L. et que les auditeurs de Radio-Libertaire connaissent depuis quelques semaines puisque nous leur avions demandé de téléphoner à leur studio pour protester contre le brouillage que M.B.S. faisait subir à Radio-Libertaire depuis plusieurs mois. (Rappelons ici ce numéro : 30.93.92. 20 ; cela peut servir !) Suivirent alors quelques entretiens téléphoniques avec les responsables de cette radio, entre autres l'ex-« chanteur » Daniel Gérard, et durant lesquels on nous fit de belles promesses... mais la situation s'éternisait. On abandonna les appels d'auditeurs



Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 30 octobre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : Bottle neck et guitares en fer... « Femmes libres » (12 h 30 à 14 h) : la femme arabe dans l'Islam. « Enlivrez-vous » (15 h 30 à 17 h) : Jean Ellenstein pour son livre « Goliath contre Goliath ».

Vendredi 31 octobre

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : informations, musiques et revue de presse. « Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : bilan culturel de la Chine à Paris. « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : de J. Laforge à E. Bizeau, avec G. Pierron. « Emission spéciale » (21 h à 22 h 30) : Domenico Girelli et Gaetano Manfredonia viendront parler de Umberto Marzocchi, décédé récemment alors qu'il était secrétaire de l'Internationale des fédérations anarchistes.

Samedi 1er novembre

« Le père peinar » (10 h 30 à 11 h 30) : l'actualité sociale avec Paul Chenard. « Emission spéciale I.F.A. » (11 h 30 à 13 h) : à propos du IV congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes à Paris. « Chronique syndicale » (ce jour de 13 h à 15 h) : les conflits aux Assedic et à la R.A.T.P. « De bouche à ortels » (ce jour de 15 h 30 à 17 h 30) : spécial Brassens (2e partie) avec J. Bertola, Y. Audouard, P. Orteniente, L. Nucera, P. Maguelon et E. Battista.

Dimanche 2 novembre

« Emission spéciale I.F.A. » (12 h à 15 h) : en doublex de l'Ageca pour le congrès. « Grand-Angle » (16 h 30 à 18 h 30) : art contemporain au Québec, avec la revue « Inter ».

Lundi 3 novembre

« Emission spéciale I.F.A. » (10 h 30 à 12 h) : toujours en doublex... « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : revue de presse. « Radio Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : le syndicat des artistes.

Mardi 4 novembre

« A bâtons rompus » (20 h 30 à 22 h 30) : A. Nataf, auteur de « La vie quotidienne des anarchistes à la Belle Epoque ».

Jeudi 6 novembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : du Mississippi à Chicago... Muddy Waters, Howling Wolf, Elmore James, etc. « Paris au ras des pavés » (19 h 30 à 20 h 30) : histoire d'eau à Paris, avec G. Conte.



Nouvelle grille de Radio-Libertaire

Table with 7 columns: LUNDI, MARDI, MERCREDI, JEUDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE. Each column lists radio programs with their times.



Le projet libertaire et le problème du crédit

UNE société libertaire ne pourra faire l'impasse sur le problème du crédit. Celui-ci n'est pas intrinsèquement lié à un mode de production. Les anarcho-sindicalistes espagnols ont certainement commis une de leurs plus grandes erreurs sur le plan économique car la conservation des organismes de crédit par l'Etat a permis aux ennemis de la révolution de détenir un puissant moyen de pression sur les entreprises collectivisées.

Les rapports entre monnaie, crédit, et société organisée, pour la production comme pour la consommation, sur le mode fédéraliste, doivent être appréhendés dès maintenant pour être capable d'intervenir en ce domaine lorsque nous le pourrons. Le champ de la réflexion est immense, car nous devons nous écarter de toutes les études réalisées à partir des modes de production existant. Ce premier article tente de débroussailler le sujet...

LE recul d'un certain nombre d'hommes et de femmes devant les propositions anarchistes tient, entre autres, à une difficulté majeure de leur mise en œuvre : les libertaires entendent transformer à la fois le type de gestion (au sens large) et le contenu économique de la société.

Si, dans une situation révolutionnaire, la gestion directe des entreprises et services se développe sans coordination, les forces étatiques reconquièrent leur pouvoir un instant abattu (voir l'exemple espagnol). Si la coordination sociale prétend se développer avant la conquête effective des moyens de production par les travailleurs, non seulement la révolution n'est que formelle, mais elle risque de prendre une tournure autoritaire, guidée par une avant-garde institutionnalisant son pouvoir.

Quelle coordination est donc susceptible d'apparaître en liaison organique avec la nouvelle économie ? A certaines

conditions, une coordination par le crédit pourrait faire l'affaire.

Crédit, auto-régulation et consumerisme

L'absence de financement autonome, on le sait, représentait un problème énorme pour les entreprises en gestion directe de la Catalogne libre, et les soumettait aux interventions et à l'arbitraire de l'Etat. Des ressources en crédit bien canalisées et distribuées, dès le début des mouvements de grève gestionnaire, constitueraient donc une garantie de l'orientation libertaire de la révolution.

Mieux, on peut voir dans le contrôle du crédit une possibilité d'auto-régulation sociale. Dans quel contexte ? Une société anarchiste suppose l'éradication de l'exploitation et du salariat capitaliste. Mais elle ne verrait peut-être pas la disparition de tout conflit social ayant une origine autre que l'exploitation.

La première possibilité envisageable concernerait l'égoïsme des travailleurs de telle ou telle entreprise. Quand, suite à une démagogie quelconque (de la part du comité de gestion ou d'un gestionnaire mandaté), des cas de gaspillage ou d'incurie se présenteront, les prix des produits fabriqués répercuteront les fautes commises sur le portefeuille des consommateurs (ou, si pour tel produit on a institué le prix unique, la faute se répercutera en baisse de qualité). Comment prévenir ce risque ?

En impulsant de puissantes fédérations de consommateurs, qui seront représentées dans les structures loca-

les, régionales, nationales de prises de contrats, pour y contrebalancer l'éventuel égoïsme de tels ou tels producteurs. Surtout, elles auront part à la gestion du crédit. Présentes dans les confédérations syndicales, elles rappelleront aux travailleurs qu'ils sont aussi des consommateurs (cela devrait éviter bien des conflits).

Leur dernier recours contre une spoliation due à un regain d'esprit « capitaliste » tiendrait dans les menaces de rétorsion financière que, seule, permet une gestion « paritaire » du crédit (travailleurs/consommateurs). Rappelons que les producteurs sont représentés à la fois par leurs syndicats et par les fédérations d'entreprises qui « coiffent » les différents secteurs industriels (le problème de l'agriculture serait à traiter plus en détail). A priori, les consommateurs se trouvent désarmés devant d'éventuels abus...

Gestion directe effective du crédit et planification

Cet équilibre par contrepoids incitera les travailleurs à gérer effectivement les moyens de production. Associés à l'organisme de crédit, divers offices de presse, de type nouveau, diffuseront des analyses, des anticipations concernant les orientations de chaque secteur, de chaque entreprise, et leur situation.

Ainsi, les travailleurs pourront comprendre, donc éviter les risques de conflit avec les consommateurs ou usagers, et seront à même d'éviter la démagogie en vérifiant que les gestionnaires ne manquent pas aux orientations du mandat que les gens leur ont remis en

assemblée générale. Le cas échéant, ils pourront corriger les erreurs commises — voire décider de la révocation des gestionnaires par trop opportunistes ou démagogues.

Autre avantage, ce processus permet d'imaginer une planification souple mais dynamique, et qui ne présenterait pas les hauts risques technocratiques que, par exemple, recelait la « planification démocratique » autrefois défendue par les intellectuels de la C.F.D.T. Ici, comme dans les projets de Besnard ou Leval, pas de planification autoritaire, mais des orientations guidées par les statistiques, d'origines multiples, des besoins et desirs de consommation.

Les consommateurs pourront s'en inspirer ou les critiquer dans les structures où ils seront représentés, le crédit notamment. Il y aura bien alors planification souple, autonomie, et dynamisme libertaire.

Il me semble qu'une certaine répartition du crédit devra faire l'objet d'un choix collectif. C'est la part incompressible de la centralisation économique, qui doit permettre une adaptation à l'interpénétration des économies, favorisée d'ailleurs par le fédéralisme. Les citoyens, en même temps qu'ils désigneront les « planificateurs » (pas trop nombreux pour que leur activité puisse être effectivement contrôlée), désigneront à la majorité des voix l'un des différents projets de répartition du crédit. Le projet retenu constituera le contenu précis du mandat des responsables désignés, en principe, par souci de cohérence et d'anti-démagogisme, les défenseurs du projet. S'ils le trahissent, ils encourront la révocation.

La souplesse de ce processus permettra enfin de mener une politique du crédit par secteurs, anti-inflationniste donc, politique que l'Etat capitaliste s'est révélé incapable de mettre véritablement en œuvre, à cause de sa lourdeur, de sa nature même d'Etat (la confédération, il est vrai, ouvrera dans un contexte social radicalement différent, non-capitaliste). Par ce biais, les tensions inflationnistes seront mieux situées, et donc contrecarrées. Dans la même perspective, Roland Bosdeveix défendait il y a quelques années l'idée d'une informatisation de la monnaie. L'idée est à creuser, me semble-t-il.

Un sympathisant de Roanne

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A.

PAGE 3, Société : Editorial, Expulsions de 101 Maliens, Le point sur les expulsables algériens, Communiqué

PAGE 4, Les Luttes : Bilan de la grève des fonctionnaires, La situation à la R.A.T.P.

PAGE 5, Education : Grève dans les lycées de Rouen, La réforme Devaquet

PAGE 6, Antimilitarisme : Lettre de Bernard Jaudon, Objecteur à Chambéry, Rendez-vous mardi 4 novembre, Insoumission au service civil

PAGE 7, Histoire : La création de l'Etat d'Israël

PAGES 1 A IV, Dossier : Le congrès de l'I.F.A.

PAGE 8, Société : Rassemblement contre les essais atomiques, Grève de la faim à Fleury, Agissements du R.U.C. en Irlande du Nord, Légitime défense ?

PAGE 9, Relations internationales : Suisse, Italie, R.F.A.

PAGE 10, Archives : A propos du socialisme utopique

PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, R.-L. à la campagne

PAGE 12, Arguments : Billet consommateur, Projet libertaire et crédit.



Le beurre et l'argent du beurre

• **FACTURATION BANCAIRE.** 63% des Français sont radicalement hostiles à la facturation bancaire des frais de gestion de comptes ou de traitement des chèques (sondage Sofres).

Pourtant le Crédit agricole fait le « forcing » et applique déjà cette mesure dans un tiers de ses caisses (20 à 25 f par trimestre). Le groupe C.I.C. semble séduit par l'initiative, même si le monde des banquiers reste encore hésitant. A la première alerte : changez de banque !

• **VEAU AUX HORMONES.** Le trafic international d'œstrogènes et d'anabolisants, interdits dans l'élevage ne diminue pas. Une partie du cheptel français est d'ailleurs traité. Qui s'étonnera de cela et du fait que les lobbies puissants qui en tirent profit tentent de faire annuler la décision prise par la

C.E.E. de faire interdire par tous les pays d'Europe l'usage de tels produits dès le 1^{er} octobre 1988 ? Contre ces trafiquants de drogue un peu particuliers, répression ou prévention, monsieur Chalendon ?

• **PYRALÈNE (P.C.B.).** Sur le million de tonnes de P.C.B. produit dans le monde entre 1930 et 1980 pour les industries des isolants, des adhésifs, des encres, et même des chewing-gums... 500 000 tonnes ont été dispersés dans l'environnement ! Quand on pense que la fuite d'un transformateur met toute la France en émoi...

• **SPORT CONTRE NATURE.** Si la décision de construire les infrastructures sportives du « Paris olympique », malgré l'échec de la

candidature d'accueil des J.O., est maintenue, le bois de Vincennes sera « remplacé » par un stade de 80 000 places et les milliers de parkings qui lui seront nécessaires...

• **BAD COLOURS FOR BENETTON.** Un enfant représentant un jeune juif en costume traditionnel, tenant entre ses mains une mappemonde-tirelire de laquelle dépassent des dollars... Joli visuel de l'agence Eldorado pour le couturier (prêt-à-porter) Benetton ! Et qui ressemble à ceux utilisés par l'Agence Gœbels pour son client Adolph en 1933 stigmatisant l'« emprise de la juiverie cosmopolite ». Après des protestations tous azimuts, la tirelire disparaît des affiches et des mappemondes. « Benetton über alles ? »

L.L.

Libertaire

DOSSIER SPÉCIAL 4 PAGES
SUR L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

DOSSIER RÉALISÉ PAR ET SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX RELATIONS INTERNATIONALES

IV^e congrès de l'I.F.A. à Paris

Le IV^e congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.), qui se déroulera les 31 octobre, 1, 2 et 3 novembre à Paris, permettra donc aux fédérations qui constituent cette internationale de faire le point de huit ans d'activité, de militantisme et d'en mesurer les résultats. Résultats pour le moins satisfaisants si l'on s'attache aux œuvres comme aux actes, passablement contradictoires si l'on se réfère à la réalité sociale.

En effet, la construction d'une internationale où sont réaffirmées les conceptions internationalistes des anarchistes est loin d'être achevée et les organisations qui demandent leur affiliation à l'I.F.A. lors de ce congrès en sont l'exemple vivant. Organisme permanent de coordination, d'information et de propagande anarchistes, l'I.F.A. n'en est qu'à ses débuts. Quelques dix-huit ans après sa constitution à Carrare, elle s'essaie toujours à œuvrer à l'unification du mouvement

anarchiste international et ce IV^e congrès en est l'exacte application. Les fédérations membres, quant à elles, se sont développées de façon plus ou moins inégales. Le dossier vous les présente succinctement.

Le mouvement social dans son ensemble ne s'est pas avéré dynamique et n'a que peu laissé aux anarchistes des possibilités de développer leurs activités. Le renforcement du consensus social-démocrate dans les pays de l'Europe de l'Ouest, le glissement subtil des mentalités vers une individualisation des comportements, l'effondrement des idéologies porteuses et l'incapacité (provoquée, par dispersion, compromission ou indifférence) des mouvements de masse à s'adapter aux réalités du moment, toutes ces raisons confondues à la consolidation de l'économie de « crise » entravent, momifient, désorientent et découragent bon nombre de volontés militantes dans leurs efforts. Les exigences d'une activité soutenue, convaincue, au niveau international comme national, n'ont pas été, très souvent, respectées et la pénétration de l'anarchisme dans la vie sociale s'en est ressentie. Mais, disons-nous, cela a été le fait d'une très grande majorité d'activistes, fussent-ils écologistes en France, syndicalistes en Angleterre, nationalistes au Canada...

La dernière partie de ce supplément du *Monde libertaire* aborde rapidement l'état des luttes en Amérique latine et, à l'inverse de ce qui vient d'être énoncé plus haut, les potentialités libertaires qui existent dans cette partie du monde s'expriment de plus en plus dans un travail collectif et décidé. L'injustice flagrante des rapports de production, l'écart des niveaux de vie, l'autoritarisme des classes dirigeantes aident

malgré eux à l'émergence de nouveaux antagonismes, de masse très souvent, qui ont du mal à se défaire de leurs antécédents et références idéologiques mais dans lesquels les anarchistes développent une intense activité.

Nous avons délibérément choisi de traiter l'exemple de l'Uruguay où la démocratie parlementaire du gouvernement de Julio Marià Sanguinetti permet dorénavant aux libertaires de la F.A.U., de la C.N.T.-P.I.T. (principale centrale syndicale) de renforcer leur travail dans les communautés de base, syndicats professionnels, structures associatives et mutualistes. Ce même travail est effectué au Chili où la Coordinadora, qui représente une frange importante de militants anarchistes, attend la chute de Pinochet et tente de la précipiter, bien sûr. Non pas seulement en participant aux « protesta », mais bien en organisant en profondeur les consciences des étudiants, des ouvriers du textile et des travailleurs sociaux des « poblaciones ».

Ce IV^e congrès dépassera les précédents sur le simple fait qu'il s'efforcera de ne pas formuler des définitions idéologiques ou de discuter de principes fondamentaux, mais bien sur les faits, activités et résultats appréciés en termes d'efficacité. La pénétration de l'anarchisme social est la priorité aussi, synthèses seront donc faites des différentes tendances et sensibilités dans ce qu'elles ont de réalistes, de pragmatique dirons-nous. Ce congrès qui se déroule à l'A.G.E.C.A. est l'occasion de procéder à un survol intelligent de l'état de santé de l'anarchisme organisé international et sans nul doute son évolution reste surprenante.

Le mouvement anarchiste, avec des formes diverses d'organisation, dans l'espace et dans le temps, a toujours ressenti la dimension internationale de ses combats et cherché à se fédérer sur le plan mondial. Quelques tentatives se sont succédées depuis la fin du siècle dernier et ont peu duré, à cause des guerres, des replis sur son propre pays et des divergences idéologiques et d'action.

La révolution bolchevique de 1917 et la révolution espagnole de 1936 ont été les deux tragiques grands moments qui ont séparé les militants libertaires, tant sur le plan idéologique qu'organisationnel, et ces déchirures pèsent encore.

En 1907, 1949 et 1958, des tentatives d'union internationale se firent, mais ce n'est réellement qu'à partir de 1965 que l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.) exista.

Histoire de l'I.F.A.

En août 1968, son premier congrès à Carrare fut surtout marqué par un groupe qu'on appela alors « Cohn-Bendit et ses amis » et leur remise en cause, dans la foulée d'un printemps historique, du mouvement anarchiste au creux de la vague. Les années suivantes concrétisèrent cette « réécriture de l'histoire » : le gauchisme, même « libertaire », sert d'antichambre à la sociale-démocratie ou renvoie des militants dans les organisations marxistes, et même beaucoup au désarroi et à l'inaction.

En Europe, derrière la réapparition du drapeau noir dans quelques manifestations, des fédérations anarchistes « nationales » s'étoffèrent un peu et la philosophie ainsi que l'action anarchiste connurent un renouveau.

Avec des moyens très faibles, l'I.F.A. a maintenu des liaisons minimales entre les groupes et fédérations. Son II^e congrès, à Paris en 1971, a failli voir l'I.F.A. tomber aux mains d'une tendance anarcho-marxiste française, s'appelant à l'époque l'O.R.A., qui tout en



posant des questions pertinentes à l'anarchisme contemporain, n'apportait que des réponses sortant de celui-ci.

Depuis, ce sont nos compagnons de la Fédération anarchiste italienne qui ont tenu le Comité de relations de l'I.F.A. et, en 1978, à Carrare, s'est tenu le III^e et peut-on dire le seul réel congrès de l'I.F.A. L'essentiel de ses travaux est disponible dans une brochure (1).

L'I.F.A. a réussi à survivre, avec les petits moyens apportés par les fédérations anarchistes « nationales », car comme disait Umberto Marzocchi (2) au congrès de 1978 : « L'organisation internationale anarchiste, ce n'est pas un pneumatique qu'on gonfle avec de l'air : ce sont pas l'I.F.A. ou la C.R.I.F.A. (Comité de relations de l'I.F.A.) qui doivent rendre actives les fédérations et dynamiques les groupes — car dans ce cas, on introduirait fatalement la méthode autoritaire et hiérarchique des partis politiques dans notre internationale —, mais au contraire, ce sont les fédérations et les groupes qui doivent donner l'impulsion nécessaire pour que

l'internationale puisse fonctionner. »

Depuis 1978, la C.R.I.F.A. a maintenu en relation les fédérations anarchistes qui dans leurs pays tentent d'actualiser les bases idéologiques de l'anarchisme social, organisateur et révolutionnaire, et d'inscrire le combat libertaire dans les mouvements sociaux.

L'I.F.A. n'est pas le représentant monopoliste de l'anarchisme mondial, elle est l'internationale d'organisations anarchistes fédérées par un pacte associatif commun (inclus dans la brochure référencée en note). L'I.F.A. a décidé de ne fédérer qu'une seule organisation anarchiste par pays, par souci de clarté et afin de ne pas reproduire en son sein les dissensions et divisions « nationales », et les problèmes liés aux exils.

L'I.F.A. et l'A.I.T.

Sur le plan international, l'I.F.A. a des relations privilégiées avec l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) anarcho-syndica-

liste, relations « naturelles » avec une internationale syndicale la plus proche de l'idéal libertaire ; mais ces relations se font en indépendance fraternelle pour deux raisons :

- une organisation anarchiste spécifique et une organisation syndicale ne recrutant pas sur le même plan, un anarchiste fédéré peut ne pas être syndicaliste, un anarcho-syndicaliste peut quant à lui ne pas accepter l'ensemble des idées anarchistes ;

- nombre de militants ne se retrouvent pas dans l'A.I.T., estimant que celle-ci, à ce jour, n'est pas la meilleure solution pour la présence anarcho-syndicaliste dans leur milieu de travail, leur région ou leur pays.

Tâches et avenir de l'I.F.A.

Au-delà de la coordination des réflexions des fédérations anarchistes et de la circulation des informations entre elles, les tâches de l'I.F.A. sont essentiellement le renforcement de la présence anarchiste dans le monde, la solidarité internationale et l'organisation de ce congrès.

L'I.F.A. peut aider à la création d'une fédération anarchiste dans les pays qui n'en ont pas, en proposant aux groupes anarchistes désireux de se fédérer une aide de réflexion et un soutien matériel. Ce qui entraîne dans ce pays une clarification sur le mode anarchiste bien entendu, entre les groupes rivaux ou qui ne se comprennent pas.

Actuellement, l'I.F.A. est gênée par l'histoire du mouvement anarchiste fédéré qui existe surtout en géographie « latine » et nous devons travailler à combler le fossé avec des continents aux mentalités et coutumes aux antipodes des nôtres, afin de renforcer la présence de notre internationale. Dans ces continents, la vie de l'anarchisme fédéré nous enrichira ici également et contribuera à notre préention anarchiste à l'universalité.

L'I.F.A. a joué un rôle de solidarité anarchiste depuis sa création lors des répressions en Espagne, en Italie, en Grèce, au Portugal, en France (notamment pour Radio-Libertaire), en Amérique latine, etc.

Un congrès de l'I.F.A. est aussi un congrès ouvert, qui accepte des délégations étrangères demandant leur adhésion et peut les entériner sur le champ. C'est aussi un grand moment de regroupement libertaire, qui comprend des débats, des échanges et des rencontres entre des anarchistes d'horizons un peu différents, ne se retrouvant pas tous dans l'I.F.A., sans être toutefois un rassemblement de l'anarchisme « dans tous ses états » comme celui de Venise en septembre 1984 (3).

Souhaitons à ce congrès un fructueux travail d'analyse des mutations du capitalisme et des étatismes, et qu'il contribue à renforcer notre présence active dans le monde.

(1) Brochure C.R.I.F.A., III^e congrès de l'I.F.A., mars 1978, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Umberto Marzocchi, *décédé cette année, militant anarchiste infatigable de la Fédération anarchiste italienne, lors de l'introduction du III^e congrès I.F.A.*

(3) Lire à ce propos l'analyse, que je partage, de « Venise 84 » par Gaetano Manfredonia dans le n°1 de la revue « Les Oeillets rouges », qui démontre que ce colloque a vu entre autres réflexions des intervenants qui proposaient des voies à l'anarchisme qui sortent de la lutte sociale, qui refusent l'organisation et qui suggèrent de s'intégrer aux sociétés autoritaires existantes.

Librairie
du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
(tél. : 16.1.48.05.34.08)
(M^o République
ou Oberkampf)

De la nécessité de l'organisation anarchiste internationale

EN tant que partie intégrante du fédéralisme anarchiste, le concept d'internationalisme figure historiquement au cœur même des premières tentatives organisationnelles du mouvement ouvrier en général, et du mouvement anarchiste en particulier.

Avec la constitution de la 1^{ère} Internationale ouvrière en 1864 à Londres, le mouvement ouvrier prend conscience de l'universalité de sa condition et met en place

une stratégie de lutte internationale. A l'internationale des oppresseurs capitalistes correspondra désormais une internationale des opprimés.

Les différents congrès anarchistes qui se succéderont réaffirmeront tous la nécessité de l'organisation à un niveau international, seule susceptible de transcender les frontières artificielles érigées par les Etats. Face aux Etats qui sont parvenus à quadriller la planète toute entière,

en imposant leur fonctionnement pyramidal et coercitif, les anarchistes, dans la mesure où ils visent à étendre leur mode de fonctionnement à un niveau mondial, et vu l'homologie de la condition des exploités quelque soit la latitude sous laquelle ils demeurent, se doivent d'être organisés audit niveau.

L'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.) se veut en l'occurrence l'organe dont se sont dotées les différen-

tes fédérations anarchistes ; elle se présente sous la forme d'un ensemble fédératif assurant les liaisons, la coordination des activités des différentes organisations anarchistes, dans le but d'aboutir à une plus grande efficacité dans les actions communes et de renforcer l'influence de l'anarchisme afin de le placer sur la trajectoire de sa réalisation. Depuis sa création, à Carrare en 1968, l'I.F.A. a tenu deux congrès : Paris (1971), Carrare (1978).

Bases organisationnelles

L'INTERNATIONALE des fédérations anarchistes est constituée par des fédérations de chaque pays (que celles-ci se trouvent en exil ou luttent parfois même dans la clandestinité à l'intérieur du pays d'origine).

L'I.F.A. ne reconnaît dans chaque pays qu'une seule fédération comme section de l'internationale anarchiste.

Chaque fédération a sa pleine autonomie de développement et de structuration. Pas plus l'internationale que les sections ne s'immisceront dans les problèmes internes de chaque section. Pour ce qui est de son propre pays, chaque fédération jouit de sa pleine autonomie.

Dans les congrès internationaux, chaque fédération comptera pour une unité, indépendamment du nombre d'adhérents qu'elle pourra avoir.

Les décisions des congrès ne sont valables que pour ceux qui les ont déterminées, ainsi que pour ceux qui les ont librement acceptées. Ces décisions n'auront un caractère obligatoire que pour les contractants. Les fédérations, les groupes et individus qui n'ont pas accepté les décisions du congrès se réservent le droit à la critique, mais s'engagent à ne pas entraver leur application dans la mesure où les divergences ne sont pas de nature à provoquer la séparation.

Pour tous les points, on cherchera à adopter les décisions et les accords à l'unanimité. Si le vote s'imposait en dernier recours, chaque fédération n'aurait droit qu'à un seul vote.

L'I.F.A. célébrera un congrès tous les trois ans dans la mesure du possible. Ces congrès seront convoqués six mois à l'avance au moins, les sections ayant reçu les comptes rendus et l'ordre du jour correspondants.

A chaque congrès, seule instance décisionnelle, une commission composée de cinq personnes (nommées au congrès) aura pour charge d'administrer le Comité de relation de l'Internationale des fédérations anarchistes (C.R.I.F.A.) et de mettre en application le mandat qu'elle aura reçu au congrès. Cette commission de relation sera désignée, sur proposition des sections, par le congrès et représentera sur le plan organique et collectif l'internationale.

Les nouvelles adhésions à l'I.F.A. seront enregistrées et ratifiées à l'occasion du congrès international. La seule condition à cette adhésion est la reconnaissance et le respect du pacte associatif de l'I.F.A. Les adhésions de groupes ou d'individus s'effectuent par l'intermédiaire de la C.R.I.F.A., mais elles devront être approuvées par le congrès suivant. La cessation, la séparation ou l'exclusion interviennent automatiquement dès que le programme et le pacte sont contestés et non respectés. Le C.R.I.F.A. constate la cessation ou la séparation.



Bases idéologiques

LES tactiques de l'I.F.A. reposent tant sur le plan pratique que sur le plan des initiatives sur l'action directe, telle que l'ont défini les théoriciens anarchistes (Bakounine, Kropotkine, Malatesta...). Le parlementarisme, l'alliance avec des partis politiques et des éléments réformistes, ou avec tous ceux qui aspirent à s'emparer du pouvoir de quelque appartenance idéologique qu'ils soient, sont condamnés et déclarés incompatibles avec la pratique de l'action directe.

Le projet sociétair anarchiste

Voici plus d'un siècle que les théoriciens de l'anarchisme social ont jeté les bases fondatrices du projet sociétair anarchiste. Malgré l'évolution des sociétés, les mutations qu'elles ont pu subir, ces principes demeurent à nos yeux toujours valables. Les différents soulèvements révolutionnaires du XIX^e et du XX^e siècles sont venus étayer la justesse des vues anarchistes.

Ces principes intangibles qui fondent la pensée anarchiste sont les suivants :

- négation du concept d'autorité et de pouvoir, principe moteur des sociétés établies tant à l'Ouest qu'à l'Est ;
- négation du principe de hiérarchie, principe corollaire au phénomène autorité ;
- négation des lois juridiques, en tant qu'émanation directe et rempart du pouvoir.

A ces principes régulateurs de l'activité sociale actuelle, les anarchistes opposent les principes suivants : liberté, égalité, solidarité, justice sociale, contrat libre, libre initiative, athéisme, antimilitarisme, internationalisme, décentralisme, autonomie et fédéralisme, autogestion et communisme libertaire.

La négation du concept d'autorité et de tout pouvoir constitue la pierre angulaire sur laquelle repose l'édifice social de l'anarchisme et marque la spécificité de la pensée anarchiste qui demeure jusqu'à ce jour la seule idéologie négatrice de ces mêmes principes. Tous les autres principes libertaires seront subordonnés à cette négation essentielle.

Le pouvoir revêt trois formes actuellement :

- le pouvoir économique représenté par la propriété et le Capital ;
- le pouvoir politique, exprimé par l'Etat et les partis politiques ;
- le pouvoir spirituel et moral exercé par la religion, par l'ensemble des moyens de communication, les organes dispensant l'éducation et la culture.

Les anarchistes distinguent dans le principe de coercition l'origine de tous les maux qui accablent nos sociétés. Qu'est-ce que le pouvoir si ce n'est la force brutale, le libre arbitre d'un seul ou d'une minorité sur la plus grande majorité de l'humanité.

Loin de constituer un organe régulateur de la vie sociale, les pouvoirs ne constituent

qu'une excroissance parasitaire engendrant pour se perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, l'oppression matérielle et morale, voire physique. Ces trois formes d'oppression étant organiquement liées entre elles, il apparaît nécessaire de mener notre lutte sur ces trois fronts simultanément.

La position sociale et révolutionnaire de l'anarchisme s'exprime par conséquent par la lutte irréductible contre tout privilège, pour l'égalité assurée par la possession sociale des richesses naturelles, des moyens de production, de transport, d'échange et de répartition des produits finis du travail collectif, pour l'autogestion (ou gestion directe) de la vie sociale, politique, économique et culturelle.

La liberté, condition *sine qua non* pour le fonctionnement normal de tout organisme social sain ; la solidarité garantissant la force par l'union et la justice sociale ; principes uniques d'une véritable morale, déterminent la structure réellement viable de la future société libre.

L'anarchisme au rythme des transformations sociales

Alors que les principes de l'anarchisme demeurent inaliénables, qu'ils affirment l'incompatibilité de l'anarchisme avec le marxisme, que celui-ci soit dogmatique ou non, dans la mesure où il ne remet pas en cause la chaîne logique de la pensée qui, partant de la théorie aboutit à la pratique ou à la reconnaissance du pouvoir étatique, ainsi que de toutes les théories autoritaires présentées sous une forme libérale ; ces principes de base de l'anarchisme réaffirmés, nous reconnaissons la possibilité d'effectuer une analyse anarchiste nouvelle, suivant les conditions socio-économiques contemporaines.

En effet, en aucun cas, l'analyse anarchiste ne saurait se figer, mais elle est appelée à se modifier, à épouser le rythme des transformations sociales, sous peine de tomber dans ce qui constitue sa négation même, à savoir : le dogmatisme et la langue de bois.

Les moyens devront être en adéquation avec la fin poursuivie, sous peine de voir la finalité se pervertir. L'anarchisme social refuse la pratique du parlementarisme, du réformisme ; l'émancipation sociale ne pouvant être atteinte que par l'action directe soutenue qui aboutit à la révolution sociale, c'est-à-dire à la transformation radicale de la société et de toutes ses structures.

Conscients du fait que la rupture révolutionnaire n'interviendra pas lors d'un « grand soir » hypothétique, les anarchistes se proposent d'intervenir dès aujourd'hui sur le tissu social. En conséquence de quoi, dans l'optique de hâter la liquidation du « vieux monde », ils se doivent d'être présents dans toutes les luttes qui n'entrent pas en contradiction avec la fin qu'ils visent.



La Fédération anarchiste ibérique

La Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.) a été créée en 1927 et n'est pas le fruit du hasard, bien au contraire. Elle se pose comme le résultat d'une réflexion, elle-même suite des analyses réalistes de la situation politique et économique du moment.

Il faut garder à l'esprit qu'à cette époque, l'anarcho-syndicalisme représenté par la Confédération nationale du Travail (C.N.T.) a déjà 16 ans d'existence. La C.G.T. française, quant à elle, existe depuis 32 ans déjà.

Le mouvement libertaire international cherchait depuis longtemps une stratégie révolutionnaire et la naissance de la F.A.I. se fit dans le cadre spécifique d'une dictature militaire. Le besoin révolutionnaire était particulièrement évident à cette époque et l'on ne saurait faire l'impasse sur ces réalités socio-politiques.

Contrairement aux différents mouvements anarchistes internationaux, et en particulier européens, la F.A.I. se donna une structure organisationnelle vertébrée afin de répondre à la demande d'une stratégie révolutionnaire dans laquelle un minimum d'efficacité soit donné à ses projections sociales et révolutionnaires.

A l'inverse des options marxisantes qui, sous prétexte d'homogénéité et d'efficacité, éliminent l'homme, la F.A.I. a eu la sagesse d'appuyer ses structures organiques sur une base fédéraliste qui permet d'obtenir des résultats efficaces tout en sauvegardant la personnalité et l'identité de l'homme. Ce qui demeure le principe de la pensée libertaire.

Il est à noter que dans le cadre du principe internationaliste, la F.A.I. a éprouvé le besoin de se donner une dimension structurelle qui allait au-delà des frontières et prit l'échelle de toute la péninsule ibérique. Elle plaça un camarade portugais à la tête de son secrétariat.

La F.A.I. fut la première organisation anarchiste à s'être donné des structures organisationnelles qui lui ont permis de projeter une

démarche révolutionnaire dans le domaine du syndicalisme révolutionnaire. Afin d'aller à la recherche du monde du travail, les militants anarchistes de la F.A.I. trouvent la C.N.T. qui vit un combat clandestin depuis longtemps. La C.N.T. permit aux anarchistes de mener ainsi, dans le cadre qui est le leur, celui du syndicalisme révolutionnaire, un combat qui reprend leurs principes.

Il découle de ce petit retour en arrière que les militants anarchistes espagnols firent preuve de beaucoup de lucidité et de sérénité, ayant su trouver les bases primordiales d'un syndicalisme révolutionnaire moderne. Ce qui a permis à la F.A.I. de devenir, dans le contexte économique et social de l'époque, un puissant pôle d'attraction de toute la classe ouvrière la plus active de l'Espagne d'alors (1).

Ce travail, cet engagement allaient déboucher quelques années plus tard, inexorablement, sur la plus belle révolution libertaire de notre histoire (avec la Commune de Paris, il va sans dire).

(1) La Fédération anarchiste ibérique s'est appelée C.N.T.-F.A.I. à partir de la proclamation de la République.



La Fédération anarchiste italienne

HÉRITIÈRE de l'Union anarchiste italienne de 1919, la Fédération anarchiste italienne, reconstruite dans l'après-guerre, est sans doute une des organisations les plus chargées d'histoire de notre mouvement et une des plus significatives du courant anarchiste organisationnel. Se réclamant encore du programme malatestien de l'U.A.I. (qui remplit pour elle le rôle de principes de base), la F.A.I. s'inscrit dans le courant de l'anarcho-communisme sans pour autant rejeter la diversité et la multiplicité des courants qui traversent notre mouvement.

Un esprit fraternel et d'ouverture a toujours caractérisé cette organisation au fil des années, en dépit des nombreuses épreuves qu'elle eut à subir au cours des années 50 et 60, tant avec les marxistes qu'avec les représentants du courant anti-organisationnel « gallealiste ».

La F.A.I. ne se trouva pas moins affaiblie tout en restant par ailleurs une composante de premier plan et l'agent d'agrégation de tout le mouvement libertaire italien, un point de référence inévitable. Bien mieux. Après la période de découragement et de débandade qui a suivi en Italie la victoire de la réaction étatique et patronale de l'après-77, la F.A.I. a su surmonter avec courage ces épreuves difficiles et a attaqué un nouveau processus de croissance et de réflexion, tant idéologique que d'organisation militante.

Certes les problèmes demeurent et la disparition de personnalités comme celle toute récente de Umberto Marzocchi ne pourra être surmontée de sitôt. Mais aujourd'hui la F.A.I., rajeunie et mûrie à la fois, est de nouveau prête à s'engager dans les luttes à venir avec l'esprit conséquent qu'on lui connaît.

La Fédération anarchiste française

LA Fédération anarchiste française (F.A.F.) est organisée selon des principes dont le choix même réside dans l'histoire de notre mouvement. Si l'immédiate après-guerre fut une période d'enthousiasme et de regain pour les idées libertaires, le problème Fontenis ainsi que les profondes divisions affaiblirent considérablement la fédération car, ne l'oublions pas, si la diversité est l'une des forces de l'anarchisme, elle peut en constituer en même temps l'un des faiblesses.

Le congrès de la F.A. qui se tint à Paris entre les 25 et 27 décembre 1953 avait donc essentiellement pour but de maintenir un noyau suffisamment fort, avec des antennes dans toutes les régions, dans une organisation qui se voulait être la plus souple possible.

C'est entre ces groupes très divisés, bien qu'unis par un semblable désir organisationnel, que vont s'établir les *Principes de base* qui régissent encore de nos jours la Fédération anarchiste. Chacun y mettra son apport, donnant ainsi les principes forts de la F.A. : règle de l'unanimité pour toutes les décisions relatives à l'organisation, un mélange de responsabilité individuelle et collective, l'autonomie des groupes (fondement de l'organisation et garantie contre toute dérive centralisatrice). En résumé, cela a abouti à une organisation qui peut sembler être formée de brique et de mortier (ce que d'aucuns ne manqueraient pas de remarquer et de critiquer), mais qui gardera une cohérence interne qui lui permettra de durer dans le temps.

De cette organisation qui, pour lancer le *Monde libertaire mensuel*, dut racler ses fonds de tiroir, qu'en est-il aujourd'hui trente ans plus tard ? Une fédération qui s'est dotée de moyens fondamentaux pour assurer sa propagande : le passage au *Monde libertaire hebdomadaire* en 1977, qui en fait le seul hebdomadaire anarchiste ; la mise sur pied d'une véritable librairie en 1980 ; la création de Radio-Libertaire en 1981 et le développement prometteur d'une imprimerie. Toutefois, la Fédération anarchiste c'est également une centaine de militants individuels, 50 liaisons et 80 groupes dont certains possèdent leurs propres locaux (Poitiers, Perpignan, Besançon, Toulouse, etc.) et leurs propres moyens de propagande.

Les différents secrétariats de la Fédération anarchiste, mandatés par le congrès, se réunissent au sein d'un Comité de relations pour rendre compte de leurs diverses activités et d'affiner leur coordination. La fonction de coordination de ce comité ne l'habilite pas pour autant à se poser comme structure décisionnelle en lieu et place des secrétaires responsables devant le con-



Union des anarchistes bulgares (en exil)

L'U.A.B. (Union des anarchistes bulgares) a été créée en 1950 et est constituée par des groupes et individus dispersés dans le monde entier (Australie, Canada, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande, R.F.A., Autriche, Pays-Bas et France) ; mais son siège est à Paris.

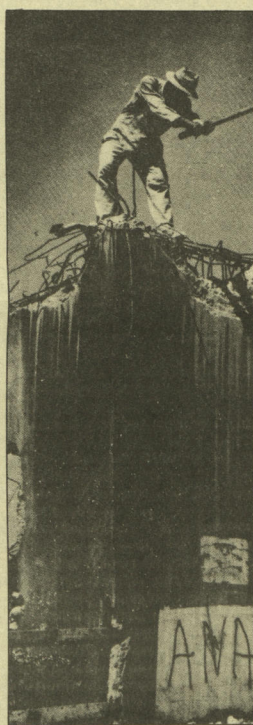
Cette organisation a développé une grande activité, publiant depuis 1950 jusqu'en 1952 un bulletin au nom d'une Commission d'aide aux antifascistes bulgares. Puis, ce bulletin a été remplacé par une revue mensuelle à partir de mars 1952, qui continue de paraître, et ce régulièrement (« Notre Route »). Elle entre dorénavant dans son 35^e anniversaire. Une maison d'édition a publié 38 livres et brochures en plusieurs langues.

L'U.A.B. en exil maintient des rapports réguliers, par divers moyens, avec l'intérieur et la F.A.C.B. (Fédération anarcho-communiste de Bulgarie), créée en 1919 et qui a mené des luttes importantes dans le pays, aujourd'hui travaillant en pleine clandestinité. L'influence de l'anarchisme en Bulgarie non seulement n'a pas diminué, mais augmente énormément grâce au prestige que les camarades bulgares ont acquis à la suite des persécutions du régime ultra-policier. Plus de 600 militants sont passés par les prisons et les camps. Certains y ont laissé leur vie.

Le mouvement anarchiste bulgare se réclame d'une orientation organisatrice, révolutionnaire et sociale. Il n'y a pas de division et, tout en s'appelant anarcho-communiste, il est en même temps anarcho-syndicaliste dans le sens qu'il travaille à l'organisation de la classe ouvrière en un syndicat anarcho-syndicaliste. Une C.N.T. (Confédération nationale du travail) existe en Bulgarie, mais même une existence absolument clandestine. Elle est représentée à l'étranger par une C.N.T. en exil, adhérente à l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.).

grès annuel. Dans l'intervalle, si un problème imprévu et relativement important se fait jour, n'importe quel adhérent peut demander la convocation d'un Comité de relations élargi au cours duquel les points de vue de l'ensemble des militants serviront comme références à une éventuelle position de l'organisation sur cette question.

Et, c'est par conséquent à cette fédération qui a su, par une certaine stabilité, tenir le cap d'une démarche organisationnelle qu'incombe la tâche d'organiser ce quatrième congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes.



Forum-débat à la librairie du Monde libertaire

L'ÉQUIPE animatrice des forums met à profit le IV^e congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes pour proposer aux lecteurs et auditeurs parisiens du *Monde libertaire* et de Radio-Libertaire toute une série de rencontres étalées sur trois jours. L'intérêt d'une telle initiative est notable. Des camarades japonais, chiliens, australiens, grecs et bien d'autres moins éloignés passeront à l'antenne grâce à un duplex réalisé à partir de l'Ageca. Nous vous demandons de bien noter les heures des émissions : samedi, de 11 h 30 à 13 h ; dimanche, de 11 h à 15 h et le lundi, de 11 h 30 à 13 h.

Le forum reprend sa forme habituelle samedi, où aura lieu à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, une rencontre-débat à partir de 16 h. Le secrétaire de l'I.F.A., Giorgio Sacchetti, la délégation japonaise, plusieurs délégués étrangers tenteront de donner un aperçu le plus complet qui soit de cette internationale anarchiste en marche, n'esquivant pas les problèmes auxquels elle se heurte.

L'anarchisme en Uruguay

COMME dans tout le continent sud-américain, le mouvement libertaire de ce pays est en plein renouveau. Au début de 1985, la Coordination pour la réorganisation de la F.A.U. (Fédération anarchiste uruguayenne) fut constituée. Le 25 août, les anarchistes de Montevideo organisèrent leur première apparition publique depuis le retour de la démocratie en 1984 (1). Sept cent personnes participèrent à la commémoration de l'assassinat de Sacco et Vanzetti, le 23 août 1927, au cours de laquelle nos camarades réaffirmèrent leur volonté de lutter « pour une société socialiste et libertaire ».

Récemment, la F.A.U. nous a fait parvenir un texte dans lequel elle développe ses tâches immédiates et ses principes fondamentaux.

« Notre présent est la lutte »

« Dans l'Uruguay d'aujourd'hui, notre réalité est une réalité de lutte. Sur le chemin des grandes transformations, il faut que nous définissions les objectifs. Le premier sera de travailler, sans pause, pour la consolidation et la réaffirmation de l'intervention des organisations de base. Il faut que le prochain congrès du peuple soit un véritable et per-

manent lien entre les différentes organisations, une vraie assemblée populaire, lieu de discussions, d'élaborations et d'actions des organes de base ; un congrès du peuple, germe et promesse du pouvoir populaire.

« Le deuxième objectif sera de rassembler, à partir d'un projet socialiste et révolutionnaire, nombre de militants qui, ayant les mêmes idées, n'ont pas trouvé jusqu'à présent le cadre pour une action politique commune.

« Nous savons que la conquête de ces objectifs passe par les luttes populaires et par l'approfondissement des objectifs immédiats. Pour cette raison, nous sommes présents dans tous les mouvements revendicatifs afin de transformer ces exigences à court terme en remise en cause du système de domination. »

Autour de ces postulats exposés sommairement, la F.A.U. réapparaît. « Née durant les luttes actuelles, mais continuation organique d'un passé, la F.A.U. concrétise ainsi son avenir révolutionnaire. Avec elle, nous espérons occuper une place au sein du peuple en lutte. Ce combat est la seule garantie d'un futur socialiste et libertaire. C'est ainsi que, partie intégrante des luttes populaires, est née la Fédération anarchiste uruguayenne qui se déve-

loppe dans la classe ouvrière et dans le peuple. »

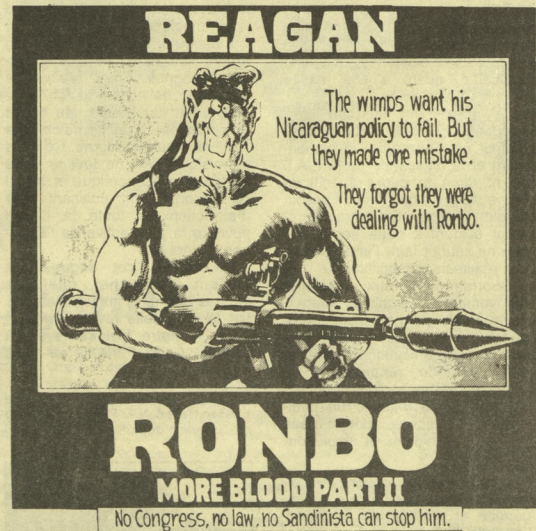
« Nos principes fondamentaux »

« Nous voulons aujourd'hui réaffirmer et proclamer nos principes. Nous luttons pour un monde nouveau organisé sur la base de la liberté, de l'égalité, de la solidarité, de la responsabilité et de la créativité. A partir de ces idéaux, nous luttons pour l'édification de l'homme nouveau. Nous modelons notre société nouvelle sur un projet de vie socialiste et libertaire. Cela veut dire : socialisation la plus complète et à tous les niveaux ; socialisation des moyens de production, de l'éducation, de la justice, de la défense, des sources du savoir et de l'information, et très particulièrement du pouvoir politique. Dans cette optique, nous ne voyons qu'un seul chemin : l'élimination de toute classe dominante, la suppression de l'Etat et de toute forme de gouvernement pour aboutir à une démocratie directe exercée par les organismes populaires autogestionnaires et articulés dans un cadre fédéraliste. »

(1) A la veille du coup d'Etat de 1973, le mouvement libertaire était divisé. Déjà au début des années 60, il traversa

une profonde crise idéologique et organisationnelle dû à la révolution cubaine. Une scission s'ensuivit. Au début des années 70, des groupes anarchistes étaient investis dans l'organisation des salariés agricoles, des étudiants et la

guérilla Tupamaros, tandis que la F.A.U. ciblait son travail au sein des organisations syndicales. Le mouvement fut frappé de plein fouet par la répression qui suivit le coup d'Etat des forces armées.



Le mouvement libertaire en Amérique latine

C'EST à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle que les organisations du travail apparaissent, entre 1850 et 1860, sous la forme de sociétés de secours mutuel, d'associations artisanales, etc. A partir de 1870, de nombreux travailleurs italiens, espagnols, ainsi que d'anciens communards français arrivent à Buenos Aires, Montevideo et La Havane, et créent des sections de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.).

Dès 1872, la section française de l'A.I.T. de Buenos Aires envoie un délégué au congrès de La Haye où se concrétisera la rupture entre anarchistes et marxistes. D'illustres camarades se rendirent dans cette partie du monde. C'est ainsi que Malatesta vécut quatre années à Buenos Aires où il participa activement à la progression de son idéal.

Les racines historiques

L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme eurent une place importante dans la structuration du mouvement ouvrier. Ainsi se constituèrent la F.O.R.A. en Argentine, en 1901 ; la Federación cubana del Trabajo à La Havane ; la Casa del

Obrero Mundial au Mexique ; la F.C. internationale en Bolivie ; la F.O.R.U. en Uruguay...

Les 28 et 29 août 1905, le V^e congrès de la F.O.R.A. « approuvait et recommandait à tous ses adhérents que la plus grande propagande et la plus grande lumière soient faites afin d'inculquer aux ouvriers les principes économique-philosophiques du communisme anarchiste ». En Argentine, cette organisation fut longtemps à la pointe du combat : en 1909, son meeting du 1^{er}-Mai fut attaqué par la police (1). En riposte, toutes les organisations ouvrières appelèrent à la grève générale qui se prolongea une semaine, malgré l'occupation militaire de la capitale. Le mot d'ordre ne fut levé qu'après l'annonce par le gouvernement de la libération des travailleurs emprisonnés et la réouverture des locaux syndicaux. La même année, la F.O.R.A. appela à la grève générale, du 14 au 17 octobre, afin de protester contre la condamnation de Francisco Ferrer en Espagne.

La révolution mexicaine, puis russe, ainsi que les répercussions de la Première Guerre mondiale revitalisèrent le mouvement ouvrier. Les fédérations anarcho-syndicalistes atteignirent une nouvelle apogée en 1919 lors des grèves en Argentine, au Pérou et au Brésil, et à l'occasion des agitations au Chili l'année suivante.

Le bolchevisme provoqua de vives discussions et des polémiques parmi les travailleurs. Comme les autres organisations anarchistes, le congrès de la F.O.R.U. à Montevideo en 1921 refusa d'adhérer à l'Internationale des syndicats rouges. En 1927, toute l'Amérique latine se mobilisa, en vain, contre l'exécution des deux anarchistes américains Sacco et Vanzetti.

L'année suivante fut créée l'A.C.A.T. (organisation continentale des travailleurs), de tendance anarchiste, qui rassemblait des syndicats d'Argentine, Uruguay, Paraguay, Brésil, Pérou, Costa-Rica, Guatemala et Mexique et qui adhéra à l'A.I.T. C'est malheureusement à cette

époque que l'anarcho-syndicalisme amorça son déclin à cause de multiples raisons : crise de 1929, répression constante, mais également nombreux problèmes internes.

Et aujourd'hui ?

Bénéficiant du retour à la démocratie (mis à part le Paraguay et le Chili), le mouvement anarchiste — après des années de dictature et de répression impitoyable — réapparait au grand jour dans un paysage de luttes sociales (contre les mesures d'austérité des gouvernements à la solde du F.M.I.) et politiques (pour le maintien et l'élargissement des droits et libertés). Dans un tel contexte, la place des idées libertaires est primordiale afin de donner à ces combats un caractère autonome et anti-autoritaire.

En Argentine, bénéficiant de la conjoncture favorable de l'après-guerre des Malouines, l'anarcho-syndicalisme (à travers la F.O.R.A.) ressurgit une nouvelle fois. En octobre 1984, la Fédération libertaire argentine (F.L.A.) (2) convoqua une conférence nationale avec la présence de nombreux groupes de Cordoba, de La Plata, d'Olebania, de Rosario... Le premier journal à paraître fut la *Protesta*, fondée en 1897, puis *El Libertario* (organe de la F.L.A.) en 1984. Depuis lors, les activités se multiplient afin de redonner à l'anarchisme la place qui est la sienne dans la société argentine.

Au Brésil, pour la première fois depuis vingt ans, Sao Paulo fut le théâtre d'une manifestation anarchiste à l'occasion du 1^{er} mai 1986. Simultanément se déroula le premier congrès anarcho-syndicaliste depuis le retour des militaires dans leurs casernes. Un pas essentiel vient donc d'être franchi vers la réorganisation du mouvement libertaire, ainsi que vers la reconstruction de la C.O.B. (confédération ouvrière brésilienne), adhérente de l'A.I.T. Commémoration par le Centre de documentation et de recherche anarchiste de Salvador (Bahia) du cinquantenaire de la révolution espagnole, activités diverses, publications de brochures, tout se met en place pour propager efficacement les idéaux libertaires.

Que ce soit au sein de la C.O.B. en Bolivie, dans les rues de Santiago, au Pérou et ailleurs, la lutte de nos camarades ne fait que commencer ou plus exactement continue plus que jamais !

(1) L'assaut provoqua huit morts et quarante blessés dans les rangs des travailleurs.

(2) Créée en octobre 1935, la Fédération anarcho-communiste argentine se transforma en Fédération libertaire argentine presque vingt ans plus tard.

